COMPTES ANNUELS

du

GOUVERNEMENT DE LA

RÉPUBLIQUE DE VANUATU

pour l'exercice clos au

31 décembre 2010

This page left blank intentionally

Table des matières

ATTESTATIONS DE RESPONSABILITÉ 2

RAPPORT DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES COMPTES 3

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS 5

COMPTES ANNUELS 8

Compte de résultat 9
Bilan 10
Etat des mouvements de la trésorerie 11
Etat des mouvements de la trésorerie (suite) 12
Rapprochement de la trésorerie nette d'exploitation et du solde d'exploitation 13
Etat de l'évolution de la situation nette 14
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010) 14
Compte des emprunts 18
Etat des emprunts en monnaie étrangère par devise 19
Etat des emprunts (ventilés) 20
Etat des engagements 21
Etat des risques financiers spécifiques 22
Etat sectoriel – Compte des résultats du fonds de fonctionnement 25
Déclaration des principes comptables 26

NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS 30

Note 1 : Taxes et impôts perçus en vertu du pouvoir souverain de l'Etat 30
Note 1 (suite) : Exonérations et dégrèvements fiscaux 31
Note 2 : Charges et recouvrements 32
Note 3 : Revenu de placement 32
Note 4 : Contributions de bailleurs de fonds 33
Note 5 : Analyse des dépenses 34
Note 6 : Dépenses de personnel 35
Note 7 : Dépenses d'exploitation 36
Note 8 : Paiements de subventions, subsides et virements 37
Note 9 : Créances 38
Note 10 : Avances 38
Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat 39
Note 12 : Biens de production (terrains, constructions et matériel) 43
Note 13 : Charges à payer et Provisions 44
Note 14 : Prestations dues aux employés 45
Note 15 : Passif sur comptes en fiducie 46
Note 16 : Instruments financiers 47

AUTRES ETATS 52

Résumé des affectations par Ministère 53
Compte des affectations 54
Etat des dépenses non autorisées 63
Rapprochement du compte des affectations budgétaires et du solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement 64
Analyse des transferts et virements de crédits budgétaires 65

ATTESTATIONS DE RESPONSABILITÉ

Ministre des Finances et de la Gestion économique

C'est avec grand plaisir que je présente les états financiers du gouvernement de la République de Vanuatu pour l'exercice 2010.

Conformément à mes responsabilités aux termes de l'article 30 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), j'atteste à la fois de l'intégrité des informations financières contenues dans les comptes annuels et de leur conformité aux impératifs de la Loi.

Le ministre des Finances et de la Gestion économique
L'Hon. Moana Kalosil CARCASSES (Député)

Le Directeur général

Les présents comptes annuels ont été préparés par le ministère des Finances et de la Gestion économique en conformité avec les dispositions de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. Ces états financiers ont été compilés suivant les principes comptables généralement reconnus et en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables, dans la mesure du possible.

Le ministère des Finances et de la Gestion économique est chargé de mettre en place et de maintenir un système de contrôle interne destiné à apporter une assurance raisonnable de ce que les opérations répertoriées respectent l'autorité légale et reflètent correctement l'utilisation de toutes les ressources financières par le gouvernement. A ma connaissance, ce système de contrôle interne a fonctionné de manière adéquate tout au long de la période de publicité.

Conformément à mes responsabilités aux termes de l'article 30 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finance publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), j'atteste à la fois de l'intégrité des informations financières contenues dans les comptes annuels et de leur conformité aux impératifs de la Loi.

Le Directeur Général
Ministère des Finances et de la Gestion économique
George Maniuri

RAPPORT DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES COMPTES AU PARLEMENT SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS DE VANUATU

Conformément à l'article 25.5) de la Constitution de la République de Vanuatu et l'article 27 de la Loi No. 3 de 1998 sur l'Examen des Dépenses et le Contrôle des Comptes (telle que modifiée), j'ai vérifié les comptes annuels de l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu (consolidés) pour l'exercice clos au 31 décembre 2010.

Les comptes annuels présentés aux pages 9 à 65 ont été établis selon la méthode du coût d'origine, sauf indication contraire, et de la comptabilité d'exercice, et ont été préparés conformément aux conventions comptables énoncées aux pages 26 à 29.

Responsabilités respectives du gouvernement et des vérificateurs

Comme indiqué à la page 2, le gouvernement est responsable de la préparation des comptes annuels. Ma responsabilité consiste à formuler une opinion impartiale de ces comptes, sur la base de ma vérification, et de vous en rendre compte.

Base de l'opinion

J'ai mené ma vérification conformément aux normes de vérification internationales édictées par l'Organisation internationale des Institutions supérieures de vérification, sauf que l'étendue de ma révision a été limitée comme expliqué ci-dessous.

Une vérification comprend l'examen, par sondages, des informations probantes relatives aux montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle comprend également une appréciation des estimations et raisons significatives adoptées par le gouvernement dans l'établissement des comptes annuels et de la question de savoir si les conventions comptables appliquées sont adaptées aux circonstances du gouvernement, appliquées de manière constante et adéquatement présentées.

Une vérification doit pouvoir obtenir toutes les informations et explications que je considère nécessaires pour m'apporter suffisamment d'informations probantes et un degré raisonnable de certitude que les comptes annuels ne comportent pas de déclarations erronées, que celles-ci soient attribuables à une fraude ou autre irrégularité ou à une erreur.

L'étendue de la présente vérification a été limitée en raison des facteurs suivants :

- Les soldes d'ouverture portés au bilan ne pouvaient être vérifiés en raison de l'absence d'opinion délivrée sur les états financiers au 31 décembre 2009 ;
- L'évaluation des terrains, constructions et matériel, et des travaux en cours, pour un montant de VT26.861 millions et VT8.820 millions, n'a pu être vérifiée avec exactitude parce que les méthodes d'évaluation utilisées ne sont pas conformes aux normes comptables, les éléments d'actifs provenant de donations ne sont pas comptabilisés correctement et le registre des immobilisations est incomplet ;
- Les comptes annuels de certaines entreprises d'Etat (EE) ne sont pas d'actualité et/ou n'ont pas été vérifiés, ce qui jette le doute sur les chiffres qui sont avancés dans les états financiers;
- Les informations se rapportant aux engagements et risques généraux (procédures judiciaires et litiges) n'ont pas été mises à jour ou vérifiées pour l'exercice 2010 en l'absence d'information en temps voulu;

- Des confirmations de tiers n'ont pas été reçues pour certains soldes de caisse, d'encaisse en banque, d'avances à des EE, d'emprunts à l'étranger, d'apports de bailleurs de fonds et de subventions consenties à certains Conseils et EE ;
- Des informations demandées au sujet de certaines recettes, dépenses, encaissements de débiteurs, contrats de bail, éventualités, prétentions d'employés, charges de personnel, rapprochements bancaires originaux et de transactions de cession d'immobilisations n'ont pas été fournies à des fins de vérification pour diverses raisons.

Opinion avec réserve : Absence d'opinion du fait de l'étendue limitée

En conséquence de ce qui précède, et de l'effet des informations limitées à ma disposition, je ne suis pas en mesure de former une opinion quant à savoir si les états financiers donnent un aperçu fidèle et juste de la situation financière de l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu au 31 décembre 2010 et des résultats d'exploitation à la clôture de cet exercice.

Qui plus est :

- la condition requise par la loi de préparer les états tous les ans et de les soumettre au bureau du Contrôleur général des comptes dans les trois mois de la date d'arrêté des comptes n'a pas été remplie comme l'exige l'article 17 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique. En conséquence, la condition requise de présenter des états financiers vérifiés au Parlement en temps voulu n'a pas été respectée ;
- les dépassements de crédit à l'échelon ministériel et au niveau des activités ne sont pas en conformité avec l'article 32 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique qui stipule que le gouvernement ne doit pas engager de dépense ou de dette à moins que celle-ci ne puisse être imputée à un programme ou une actitivité d'un pouvoir public. Le dépassement enfreint d'ailleurs le Règlement 3.1 (Règlements financiers) qui stipule que "toute dépense dont le paiement a été autorisé doit s'inscrire dans le cadre des budgets de programme ou des budgets de production désignés et approuvés dans des lois de finances ou des warrants" ;
- l'absence de présentation d'information budgétaire sur la même base que les états financiers est contraire aux conditions requises du Règlement 12.3 des Règlements financiers et de la norme 24 des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) ;
- l'article 47 de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique stipule que tout argent géré en fiducie par l'Etat doit être comptabilisé séparément des fonds publics et détenu sur un compte bancaire distinct. Or ces impératifs n'ont pas été respectés ;
- la déclaration dans les conventions comptables comme quoi les comptes ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) ne peut être avérée, car il existe des carences d'information qui nécessitent de plus amples explications pour non publicité.

Toutes les violations des lois et les questions se rapportant à la "limitation de l'étendue" ont été signalées et discutées plus en détail dans le rapport de gestion établi pour la présente vérification.

Impartialité

En menant la vérification, nous avons suivi les conditions d'impartialité requises de la part de la fonction de Contrôleur général des comptes de Vanuatu, qui reprennent les conditions d'impartialité prévues dans les normes de vérification internationales.

En dehors de la vérification, nous n'avons aucun lien avec, ni d'intérêt dans l'ensemble des pouvoirs publics de Vanuatu (consolidés).

John Path
Le Contrôleur Général des Comptes

20 Août 2012
Port Vila, Vanuatu

REPUBLIC OF VANUATU
AUDITOR GENERAL
VERIFICATEUR GENERAL
REPUBLIQUE DE VANUATU

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

Ces états financiers représentent les comptes annuels du système d'exercice préparés pour le gouvernement de la République de Vanuatu pour l'exercice clos au 31 décembre 2010. Les états ont été établis suivant les principes comptables généralement reconnus et en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables, dans la mesure du possible.

Le solde d'exploitation du gouvernement s'élève à -492 millions en 2010 contre 2,823 milliards en 2009. Toutefois, ces soldes d'exploitation sont faussés par plusieurs gros mouvements en 2009 et 2010, notamment :

- des travaux d'investissement en capital de grande envergure en 2009 et 2010 financés par la Millennium Challenge Corporation, et
- d'importants gains sur le change en 2009.

Si l'on exclut les apports de bailleurs de fonds pour des investissements en capital dans la construction, le gouvernement de Vanuatu affiche un déficit de fonctionnement de 2,869 milliards de vatu pour l'exercice 2010. Ce chiffre inclut des pertes de 1,657 milliard accusées par des entreprises d'Etat, essentiellement par Air Vanuatu.

Un bref commentaire sur chacun des états principaux présentés dans ces comptes suit :

Le bilan

Le bilan affiche l'actif et le passif de l'Etat. En 2001, le gouvernement de Vanuatu a commencé le processus d'identifier tous ses éléments d'actif et de passif devant figurer dans les états financiers en vue de passer de la comptabilité de caisse (système de la gestion) à la comptabilité en créances et dettes en 2002. Toutes les dettes au passif ont été prises en compte pour la première fois dans les états financiers en 2002 et un redressement a été effectué sur le compte de participation pour traduire la prise en compte de ce passif dans les livres. Auparavant, celui-ci figurait à part, dans l'état des emprunts, et non pas dans le bilan.

En outre, pour l'exercice 2003, le gouvernement a pris en compte la valeur des immobilisations de l'Etat et des investissements dans des entreprises d'Etat dans le bilan même. Le redressement nécessaire pour ce faire a entraîné la création d'une importante plus-value de réévaluation comme composante du compte de capital de l'Etat. D'autres éléments d'actif et de passif ont été portés au bilan au fur et à mesure de leur identification et de leur évaluation.

La valeur nette de l'Etat à la clôture de l'exercice 2010 se monte à 25,552 milliards de vatu, comme indiqué ci-dessous :

	2010 **vatu million**	**2009** **vatu million**
Bilan		
Actif	47,524	46,300
Passif	21,972	20,958
Valeur nette	**25,552**	**25,342**

Compte de résultat

Le compte de résultat montre les recettes et les dépenses totales du gouvernement chaque année. L'excédent ou le déficit net des entreprises d'Etat y est compris aussi pour indiquer le solde d'exploitation de toute l'entité de publication publique à la fin de chaque exercice. Ce compte comprend quelques autres postes qui ne figuraient pas dans les comptes antérieurs établis selon le système de la gestion, tels que l'amortissement des éléments d'actif et les pertes ou gains sur le change sur les emprunts. Suit un résumé du compte de résultat consolidé pour chaque exercice :

	2010 vatu million	2009 vatu million
Résultats consolidés		
Recettes	17,083	18,125
Dépenses	15,918	14,541
Recettes moins dépenses	**1,165**	**3,584**
Excédent (déficit) net des EE	(1,657)	(761)
Solde d'exploitation	**(492)**	**2,823**

Toutefois, cet excédent est considérablement faussé par le gros projet d'investissement en capital financé par la Millennium Challenge Corporation. Un montant de Vt.2.151 millions a été capitalisé au titre des travaux de voirie financés par la MCC en 2009 et 2,095 millions de vatu supplémentaires en 2010. Le financement de ces travaux a été comptabilisé au titre de recettes, mais les dépenses seront prises en compte sur la durée de vie utile des routes (sous forme d'amortissement). Par conséquent, le solde d'exploitation est bien supérieur à ce qu'il n'aurait été si ces travaux n'avaient pas été entrepris.

Un aperçu plus juste des résultats pour l'exercice est donné dans le compte de résultat du fonds de fonctionnement, qui montre un solde d'exploitation (gains sur le change compris) de -2.877 millions de vatu – comme suit :

	2010 vatu million	2009 vatu million
Résultats du Fonds de fonctionnement		
Recettes	12,657	13,802
Dépenses	13,869	13,126
Recettes moins dépenses	**(1,212)**	**676**
Excédent (déficit) net des EE	(1,657)	(761)
Solde d'exploitation	**(2,869)**	**(85)**
Moins mouvements de devises étrangères	(8)	(1,039)
Solde d'exploitation après redressement	**(2,877)**	**(1,124)**

Les gains importants sur le change en 2009 traduisent principalement les mouvements d'emprunts en monnaie étrangère libellés en dollars US, yen japonais et euro et compensent la majorité des pertes non matérialisées en 2008.

Compte des emprunts

En 2010, les emprunts ont augmenté comme suit :

	2010 vatu million	2009 vatu million
Emprunts		
Emprunts en devises étrangères	9,860	9,660
Emprunts intérieurs	3,285	2,485
Total des emprunts	**13,144**	**12,145**

L'augmentation s'explique par des prélèvements auprès du gouvernement chinois pour mener d'autres travaux dans le cadre du projet e-gouvernement et par un emprunt intérieur supplémentaire de 800 millions de vatu pour financier le déficit du budget de fonctionnement.

COMPTES ANNUELS

du

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU

pour l'exercice clos au 31 décembre 2010

Compte de résultat
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	Notes	2010 vatu million	2009 vatu million
Recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat			
Taxation	*1*	9,613	9,612
Droits de patente et d'enregistrement	*1*	1,381	1,210
Autres recettes souveraines	*1*	649	622
Total des recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	***1***	**11,643**	**11,444**
Recettes perçues au titre des opérations d'Etat			
Charges et recouvrements	*2*	945	717
Revenu de placement	*3*	100	515
Total des recettes perçues au titre des opérations		**1,045**	**1,232**
Autres recettes			
Contributions de bailleurs de fonds	*4*	4,400	4,435
Pertes sur la vente de placements	*11*	-	-
Gains/(pertes) sur le change		(5)	1,014
Total des autres recettes		**4,395**	**5,449**
Total des Recettes		**17,083**	**18,125**
Dépenses			
Dépenses de personnel	*6*	8,813	8,288
Dépenses de fonctionnement	*7*	4,331	4,148
Subsides et virements	*8*	1,657	1,286
Frais financiers		361	305
Amortissement des actifs	*12*	489	514
Passation en charges		267	-
Total des Dépenses	***5***	**15,918**	**14,541**
Recettes moins Dépenses		**1,165**	**3,584**
Excédent / (Déficit) net moins répartitions attribuable aux Entreprises d'Etat		(1,657)	(761)
Solde d'exploitation		**(492)**	**2,823**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Note : Le compte des résultats englobe toutes les recettes et les dépenses des fonds de fonctionnement et de développement. L'état des secteurs contient des comptes d'activités financières et de résultats distincts pour le fonds de fonctionnement et le fonds de développement.

Bilan
(au 31 décembre 2010)

	Notes	2010 vatu million	2009 vatu million
Actif			
En caisse et en banque		2,917	3,537
Créances	*9*	1,192	1,430
Avances	*10*	1,960	1,635
Investissements dans les Entreprises d'Etat	*11*	5,774	7,331
Biens de production	*12*	26,861	26,204
Travaux d'investissement en capital en cours	*12*	8,820	6,163
Total Actif		**47,524**	**46,300**
Passif			
Créditeurs et Provisions	*13*	1,083	1,107
Prestations dues aux employés	*14*	7,051	6,975
Dettes comptes en fiducie	*15*	694	731
Emprunts		13,144	12,145
Total Passif		**21,972**	**20,958**
Total Actif moins Passif		**25,552**	**25,342**
Valeur nette			
Solde fonds de fonctionnement		7,934	8,301
Solde fonds de développement		2,376	2,094
Réserve spéciale		10,169	10,169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables		5,073	4,778
Total valeur nette		**25,552**	**25,342**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Note : Le bilan comprend tous les éléments d'actif et de passif relatifs aux fonds de fonctionnement, de fiducie et de développement.
Des précisions sur les emprunts figurent dans le compte des emprunts.
Des précisions sur l'évolution de la situation nette (valeur nette) sont apportées dans l'état de l'évolution de la situation nette

Etat des mouvements de la trésorerie
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Flux de l'encaisse – Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds provenant de :		
Recettes fiscales	9,926	9,730
Droits de patente et d'enregistrement	1,367	1,186
Contributions de bailleurs de fonds	4,287	4,341
Autres recettes souveraines	622	610
Revenu de placement	113	472
Autres encaissements de fonctionnement	668	662
Total encaisse de fonctionnement :	**16,983**	**17,001**
Décaissements :		
Paiements du personnel	8,608	7,809
Paiements de fonctionnement	4,410	4,201
Subsides et virements	1,663	1,130
Frais financiers	322	318
Total décaissement de fonctionnement	**15,003**	**13,458**
Encaisse nette de fonctionnement	**1,980**	**3,543**
Flux de l'encaisse – Activités d'investissemen		
Rentrées de fonds provenant de :		
Vente d'éléments d'actif physiques	-	-
Remboursement d'avances par des EE	14	22
Vente d'investissements	-	-
Total encaisse d'investissement	**14**	**22**
Décaissements :		
Achat d'actifs matériels	3,100	3,536
Avances à des EE	500	100
Total décaissement d'investissement	**3,600**	**3,636**
Encaisse nette d'investissement	**(3,586)**	**(3,614)**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des mouvements de la trésorerie (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Flux de l'encaisse – Activités de financement		
Rentrées de fonds provenant de :		
Déblocage d'emprunts intérieurs	1,199	590
Déblocage d'emprunts extérieurs	562	1,139
Encaissements / (décaissements) nets de fonds	(82)	1
Total encaisse des activités de financement	**1,679**	**1,730**
Décaissements :		
Remboursement d'emprunts intérieurs	399	688
Remboursement d'emprunts extérieurs	294	377
Total décaissements pour activités de financement	**693**	**1,065**
Flux monétaire net des activités de financement	**986**	**665**
Augmentation /(Diminution) nette de l'encaisse	**(620)**	**594**
Plus solde d'ouverture	3,537	2,943
Solde de clôture	**2,917**	**3,537**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Rapprochement de la trésorerie nette d'exploitation et du solde d'exploitation
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Flux de l'encaisse nets provenant des activités d'exploitation	**1,980**	**3,543**
Postes inclus dans solde d'exploitation mais non pas dans les flux de l'encaisse nets		
Evolution des évaluations		
Gains/(pertes) nets sur le change non matérialisés	15	1,043
Passations en charges hors trésorerie	(267)	-
Augmentation de la provision pour prestations de départ et de retraite	92	2,399
Total évolution des évaluations	**(160)**	**3,442**
Mouvements d'actif		
Amortissement	(489)	(514)
Excédent/(déficit) net, moins répartitions, attribuable aux entreprises d'Etat	(1,657)	(761)
Autres mouvements d'actif	(142)	(87)
Total Asset Movements	**(2,288)**	**(1,362)**
Mouvements au niveau du capital de roulement		
Augmentation/(diminution) des créances (passations en charges exclues)	29	135
Augmentation/(Diminution) des avances aux	(1)	(7)
(Augmentation)/Diminution des charges à payer et	24	(132)
(Augmentation)/Diminution des prestations des	(76)	(2,796)
Total Mouvements Capital de roulement	**(24)**	**(2,800)**
Solde d'exploitation	**(492)**	**2,823**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat de l'évolution de la situation nette
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Solde d'ouverture Situation nette		
Fonds de fonctionnement	8,301	5,828
Fonds de développement	2,094	1,337
Réserve spéciale	10,169	12,568
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	4,778	5,185
Solde d'ouverte de la situation nette	**25,342**	**24,918**
Excédent / (Déficit) net		
Fonds de fonctionnement	(2,869)	(85)
Fonds de développement	282	757
Excédent / (Déficit) net	**(2,587)**	**672**
Autres mouvements		
Fonds de fonctionnement	2,502	2,558
Réserve spéciale	-	(2,399)
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	295	(407)
Autres mouvements	**2,797**	**(248)**
Solde de clôture		
Fonds de fonctionnement	7,934	8,301
Fonds de développement	2,376	2,094
Réserve spéciale	10,169	10,169
Plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	5,073	4,778
Solde de clôture de la situation nette	**25,552**	**25,342**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des mouvements de la situation nette (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

Solde du fonds de fonctionnement

	2010 vatu million	2009 vatu million
Solde d'ouverture Fonds de Fonctionnement	**8,301**	**5,828**
Excédent/(Déficit) net de l'exercice	(2,869)	(85)
Transfert de plus-value de réévaluation d'immobilisations amortissables	407	407
Soldes des constructions en cours transférés du fonds de développement	2,095	2,151
Solde de clôture Fonds de Fonctionnement	**7,934**	**8,301**

L'excédent/(Déficit) net pour l'exercice comprend l'amortissement pour toutes les immobilisations. Ces éléments d'actif ont été, en grande partie, introduits dans le bilan en 2003 et c'est alors qu'une plus-value de réévaluation a été établie pour les immobilisations amortissables. Celles-ci avaient été imputées aux dépenses dans les exercices antérieurs et il n'a pas été possible de reprendre les comptes antérieurs pour refléter ce changement. Afin de refléter l'évolution réelle du solde du fonds de fonctionnement de façon plus pertinente, l'amortissement pour tous les éléments d'actif est constaté comme dépense dans le compte des résultats, tandis que l'amortissement des éléments d'actif rapportés et réévalués par rapport à la plus-value de réévaluation est porté comme étant un virement de la plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables dans l'état de l'évolution de la situation nette.

Les soldes de travaux de construction en cours, de 2.151 millions en 2009 et 2.095 millions en 2010 qui ont été transférés du fonds de développement représentent les travaux d'investissement en capital financés par la Millennium Challenge Corporation. Le solde du fonds de développement représente la part non dépensée des fonds reçus de bailleurs de fonds, indépendamment de savoir s'ils ont été affectés à des dépenses ou à l'achat d'éléments d'actif physiques. L'achat de biens matériels par le fonds de développement produira un solde d'exploitation excédentaire sur le fonds de développement dans l'exercice où lesdits fonds ont été reçus et une dépense d'amortissement supplémentaire qui devra être constatée dans le fonds de fonctionnement sur la durée de vie utile des biens en question. L'excédent du solde d'exploitation sur le fonds de développement a été transféré au solde du fonds de fonctionnement pour couvrir les dépenses d'amortissement dans les années à venir.

Solde du fonds de développement

	2010 vatu million	2009 vatu million
Solde d'ouverture Fonds de Développement	**2,094**	**1,337**
Excédent/(Déficit) de l'exercice	282	757
Solde de clôture Fonds de Développement	**2,376**	**2,094**

Le solde du fonds de développement représente des montants provenant de bailleurs de fonds pour des projets de développement qui n'ont pas encore été dépensés. Ceux-ci sont tenus en réserve pour chaque projet approuvé jusqu'à ce qu'ils soient engagés au titre des dépenses par le ministère ou l'instance chargée du projet. Les apports de bailleurs de fonds sont déposés sur un compte en fiducie distinct à la Banque de la Réserve.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des mouvements de la situation nette (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

Rapprochement de la dette impayée pour contributions de bailleurs de fonds non dépensées et du compte bancaire du Fonds de développement

	2010 vatu million	2009 vatu million
Rapprochement des soldes du fonds de développement		
Solde des contributions non dépensées de	2,376	2,094
Solde du compte bancaire du fonds de	2,045	1,920
Espèces dues au compte bancaire du fonds de dévelo	**331**	**174**
Solde d'autres comptes bancaires (pour couvrir ce qui est dû au fonds de développement)	**872**	**1,617**

Les apports de bailleurs de fonds sont versés sur un compte en fiducie à part à la Banque de Réserve. Le gouvernement de Vanuatu prélève les paiements pour des projets de bailleurs de fonds sur le compte bancaire principal et retire suffisamment du compte en fiducie du fonds de développement pour faire face aux paiements anticipés du mois suivant. De ce fait, le solde sur le compte bancaire du fonds de développement pourra être différent du montant total restant à dépenser. La différence entre le passif que constituent les apports non dépensés des bailleurs de fonds et le solde en compte bancaire est indiquée dans le rapprochement ci-dessus.

Solde de la réserve spéciale

	2010 vatu million	2009 vatu million
Solde d'ouverture Réserve Spéciale	**10,169**	**12,568**
Provision pour indemnités de départ et de retraite des employés prises en compte en 2009	-	(2,399)
Solde de clôture Réserve Spéciale	**10,169**	**10,169**

En 2008, des indemnités de fin de service pour des employés du gouvernement pour un montant de 3.767 millions de vatu ont été comptabilisées pour la première fois. La provision pour indemnités de fin d'emploi et de retraite représente la valeur à ce jour des sorties d'argent futures telles qu'estimées que le gouvernement doit prévoir sur la base du temps de service restant à courir pour les employés à la date d'arrêté des comptes. Ce montant a été introduit au bilan en 2008 et un redressement de la situation nette a été effectué en conséquence de la constatation de ce solde dans le bilan.

La Loi du Travail a été modifiée en 2009 pour disposer d'une indemnité de fin de service d'un mois pour tout employé démissionnant de bonne foi après au moins six ans de service. Cet amendement à la loi a entraîné une charge accrue de 2,399 milliards de vatu au titre des provisions pour indemnités de fin d'emploi et de retraite des employés du gouvernement de Vanuatu. Cette augmentation a fait l'objet d'un redressement direct du solde de la Réserve spéciale et n'a pas été constatée comme dépense dans le compte des résultats. Ceci pour refléter le fait que la dette n'a été portée aux livres du gouvernement que l'année précédente et un changement d'évaluation aussi important fausserait les comptes annuels.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des mouvements de la situation nette (suite)
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

Solde de la plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables

	2010 vatu million	2009 vatu million
Solde d'ouverture Plus-value de réévaluation de l'actif amortissable	**4,778**	**5,185**
Soldes de la réévaluation des immobilisations prise en compte dans le bilan	702	-
Virement au solde du fonds de fonctionnement pour amortissement imputé à l'actif rapporté	(407)	(407)
Solde de clôture Plus-value de réévaluation de l'actif amortissable	**5,073**	**4,778**

Les immobilisations du gouvernement ont été réévaluées et portées au bilan de 2003. D'autres sont venues s'y ajouter au cours des exercices ultérieurs. La plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables a été établie pour constater cette réévaluation. L'amortissement d'éléments d'actif rapporté à cette plus-value dans chaque exercice est viré au solde du fonds de fonctionnement et à terme, cette plus-value sera graduellement ramenée à zéro au fur et à mesure que les éléments d'actif sont entièrement amortis.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Compte des emprunts
(au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Emprunts en devises étrangères		
Solde d'ouverture	9,660	10,116
Prélèvements de capital	562	1,139
Remboursements de capital	(298)	(377)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	(64)	(1,218)
Solde de clôture	**9,860**	**9,660**
Emprunts intérieurs		
Solde d'ouverture	2,485	2,583
Prélèvements de capital	1,199	590
Remboursements de capital	(399)	(688)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	-	-
Solde de clôture	**3,285**	**2,485**
Total des emprunts		
Solde d'ouverture	12,145	12,699
Prélèvements de capital	1,761	1,729
Remboursements de capital	(697)	(1,066)
Emprunts passés en charges	-	-
Gains/(Pertes) sur le change	(64)	(1,218)
Solde de clôture	**13,144**	**12,145**

Ce compte résume les mouvements des emprunts extérieurs et intérieurs au cours de chaque exercice. Un état détaillé des emprunts, par monnaie, avec le solde de chaque emprunt, est présenté aux pages suivantes. De plus amples informations sur les emprunts apparaissent dans la Note 16 – Instruments financiers.

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des emprunts en monnaie étrangère par devise
(au 31 décembre 2010)

Emprunts en monnaie étrangère par devise	2010 vatu million	2009 vatu million
Yuan Renminbi chinois	3,103	2,577
Yen japonais	2,718	2,587
Dollar américain	1,450	1,568
Droits de tirage spéciaux de l'AID	1,087	1,211
Euro	841	1,065
Dollar australien	456	440
Franc suisse	108	107
Dollar canadien	77	79
Couronne suédoise	12	17
Couronne danoise	7	8
Won coréen	1	1
Total des emprunts en devises étrangères	**9,860**	**9,660**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des emprunts (ventilés)
(au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Prêts de la Banque Asiatique de Développement		
Services de vulgarisation pour l'agriculture	52	57
Prêt pour projets multiples	246	261
Banque de Développement de Vanuatu	45	48
Banque de Développement de Vanuatu/IFD	277	291
Quai de Santo	493	507
Complément pour quai de Santo	323	322
Infrastructure urbaine	1,054	1,044
Programme de réforme globale	2,455	2,434
Cyclone Dani	204	221
Total des emprunts à la BAD	**5,150**	**5,184**
Prêts de l'Association Internationale pour le Développement		
Services de vulgarisation pour l'agriculture	112	124
Prêt pour projets multiples	208	230
PASEP	641	720
Logements	125	137
Total des emprunts à l'AID	**1,087**	**1,211**
Autres prêts en devises étrangères		
Prêt de la CFD pour Telecom Vanuatu Ltd	297	375
Prêt de la BEI pour le projet Bauerfield	223	313
Prêt de la Chine pour le projet e-gouvernement	2,247	1,709
Air Vanuatu achat d'appareils chinois Y-12	856	868
Total des autres prêts en devises étrangères	**3,623**	**3,265**
Total des prêts en devises étrangères	**9,860**	**9,660**
Emprunts intérieurs	**3,285**	**2,485**
Total des emprunts	**13,144**	**12,145**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des engagements
(au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Engagements en capital		
Echéance à 1 an	3,513	3,513
Echéance de 2 à 5 ans	-	-
Echéance au delà de 5 ans	-	-
Total des engagements en capital	**3,513**	**3,513**
Engagements de fonctionnement		
Echéance à 1 an	75	75
Echéance de 2 à 5 ans	243	243
Echéance au delà de 5 ans	243	243
Total des engagements de fonctionnement	**561**	**561**
Total des engagements	**4,074**	**4,074**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des risques financiers spécifiques
(au 31 décembre 2010)

Tableau des éléments de passif et d'actif éventuels

	2010 vatu million	2009 vatu million
Dettes éventuelles quantifiables		
Garanties et indemnités	11,427	6,845
Capital non encore appelé	3,621	3,698
Poursuites judiciaires et litiges	7,556	7,556
Autres dettes éventuelles	20	203
Total des dettes éventuelles quantifiables	**22,624**	**18,302**
Eléments d'actif éventuels quantifiables		
Poursuites judiciaires et litiges	73	73
Total des éléments d'actif éventuels quantifiables	**73**	**73**

Liste des éléments de passif et d'actif éventuels significatifs

Les dettes éventuelles sont des coûts que le gouvernement devra assumer seulement si un évènement particulier se produit. Les éléments d'actif éventuels sont des biens potentiels qui dépendent de ce qu'un évènement particulier se produise. La probabilité de ce que de chaque évènement se produise et que l'élément de passif ou d'actif éventuel se matérialise varie énormément et dans bon nombre de cas il est peu probable que l'un ou l'autre se matérialise jamais.

Seuls les éléments de passif et d'actif éventuels supérieurs à 50 millions de vatu sont signalés séparément. Ceux qui sont inférieurs à ce montant sont compris dans les totaux indiqués dans le tableau ci-dessus, mais ne sont pas inclus dans la liste qui suit. Lorsqu'un élément de passif ou d'actif éventuel n'est pas quantifiable, mais qu'il est jugé conséquent, il figure aussi sur cette liste. Les montants indiqués pour des procédures judiciaires et des litiges s'entendent hors intérêts et dépens qui pourraient être réclamés si les tribunaux statuent contre le gouvernement sur ces affaires. Les éléments de passif et d'actif éventuels significatifs sont énumérés ci-dessous:

Tableau des éléments de passif et d'actif éventuels significatifs

		2010 vatu million	2009 vatu million
Garanties et Indemnités			
Banque Nationale de Vanuatu	Garantie de remboursement de tous les fonds déposés auprès de la Banque Nationale de Vanuatu consentie par le gouvernement de Vanuatu	9,295	5,851
Air Vanuatu	Garanties de prêts consenties à la CNPV, la Banque BRED et à des sociétés de crédit-bail pour des avions, à l'appui de l'exploitation de la compagnie aérienne nationale, Air Vanuatu.	2,045	900
Pacific Aviation Security Office (Sécurité de l'aviation dans le Pacifique)	Garantie de prêt consentie à la Banque Asiatique de Développement pour 25% d'un prêt de 1.033,00 DTS (env. USD $1,9m) accordé à Pacific Aviation Security Office.	44	47
Société Nationale de l'Habitat	Garantie de prêt consentie à la Commonwealth Development Corporation pour un prêt de £300.000 à la Sté Nationale de l'Habitat pour divers projets de développement.	43	47
Total Garanties et Indemnités		**11,427**	**6,845**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Tableau des éléments de passif et d'actif éventuels significatifs (suite)

		2010 vatu million	2009 vatu million
Capital non appelé et billets non producteurs d'intérêts			
Fonds Monétaire International	BNPI pour la cotisation de Vanuatu comme membre du FMI	2,125	2,125
Banque Asiatique de Développement	BNPI pour l'adhésion (USD $201.000) et souscriptions de capital non appelé pour cotisations de Vanuatu en tant que membre de la BAD (USD $2.762.000)	276	290
Banque Asiatique de Développement	Proposition d'augmentation générale de capital pour les contributions de membres de la BAD	1,220	1,283
Total Capital non appelé et billets NPI		**3,621**	**3,698**
Autres dettes éventuelles			
Organisation Mondiale du Commerce	Droits impayés à l'OMC (1985-2008) au cas où Vanuatu venait à y adhérer.	20	203
Total autres dettes éventuelles		**20**	**203**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat des secteurs – Compte d'exploitation financière du fonds de développement
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Solde d'ouverture	**2,094**	**1,337**
Contributions de bailleurs de fonds		
Millennium Challenge Corporation	1,890	1,969
Australie	1,595	1,088
Nouvelle-Zélande	466	1,020
Nations Unies	158	147
Union Européenne	97	-
Gouvernement de Vanuatu	85	175
Japon	78	67
Organisation Mondiale de la Santé	29	29
Chine	3	1
France	14	1
Contributions d'autres bailleurs de fonds	113	113
Autres recettes	143	50
Gains / (Pertes) sur le change	(13)	(24)
Total Contributions des bailleurs de fonds	**4,658**	**4,636**
Dépenses par Ministère		
Infrastructure et Entreprises de Services publics	2,643	2,320
Finances et Gestion Economique	421	370
Santé	225	221
Education	660	385
Affaires Intérieures	113	111
Terres, Géologie et Mines	184	72
Justice et Services communautaires	56	69
Organes constitutionnels du gouvernement	19	12
Agriculture, Quarantaine, Sylviculture et Pêches	23	82
Commerce, Industrie et Tourisme	16	27
Bureau du Premier Ministre	9	52
Affaires étrangères et Commerce Extérieur	-	-
Développement des Jeunes et Formation	1	4
Coopératives et Promotion des entreprises Ni-Vanuatu	-	1
Virements sur Fonds de fonctionnement à l'appui du budget	7	137
Autres redressements	(1)	16
Total des dépenses	**4,376**	**3,879**
Mouvement du Fonds de Développement	**282**	**757**
Solde de clôture	**2,376**	**2,094**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Etat sectoriel – Compte des résultats du fonds de fonctionnement
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat		
Taxation	9,613	9,612
Droits de patente et d'enregistrement	1,284	1,160
Autres recettes souveraines	649	622
Total des recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat	**11,546**	**11,394**
Recettes perçues au titre des opérations d'Etat		
Charges et recouvrements	910	717
Revenu de placement	89	515
Total des recettes perçues au titre des opérations d'E	**999**	**1,232**
Autres Recettes		
Contributions de bailleurs de fonds	104	137
Pertes sur la vente de placements	-	-
Gains/(pertes) sur le change	8	1,039
Total des autres recettes	**112**	**1,176**
Total des Recettes	**12,657**	**13,802**
Dépenses		
Dépenses de personnel	8,385	8,011
Dépenses de fonctionnement	2,927	2,907
Subsides et virements	1,440	1,389
Frais financiers	361	305
Amortissement des actifs	489	514
Passation en charges	267	-
Total des Dépenses	**13,869**	**13,126**
Recettes moins Dépenses	**(1,212)**	**676**
Excédent / (Déficit) net moins répartitions attribuable aux Entreprises d'Etat	(1,657)	(761)
Solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement	**(2,869)**	**(85)**
Transfert de plus-value de réévaluation des immobilisations amortissables	407	407
Mouvement du Fonds de fonctionnement pour l'exerci	**(2,462)**	**322**
Rapprochement avec solde d'exploitation consolidé		
Solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement	(2,869)	(85)
Mouvement du Fonds de développement	282	757
Dépenses pour travaux de réfection des routes de MCA répertoriés comme travaux en cours au bilan	2,095	2,151
Solde d'exploitation consolidé	**(492)**	**2,823**

Les notes et principes comptables joints aux présentes font partie intégrante de ces états financiers.

Déclaration des principes comptables

Entité présentant l'information

L'entité économique du gouvernement comprend les ministères, les départements d'Etat, les établissements financiers contrôlés par le gouvernement et toutes les autres entités appartenant à l'Etat ou sous son contrôle.

Les comptes annuels reflètent avant tout les transactions financières et les informations afférentes des ministères et départements d'Etat. Ils contiennent en outre une appréciation des intérêts financiers que le gouvernement détient dans des institutions et entités morales d'Etat.

Ne sont pas contenues dans ces comptes annuels les transactions financières et les informations afférentes des écoles, des conseils provinciaux et municipaux.

Conventions comptables

Les comptes annuels ont été préparés suivant les impératifs des articles 24 et 26 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (telle que modifiée), des règles de finances du gouvernement et, dans la mesure du possible, en conformité avec les normes internationales de publicité financière et les normes internationales de comptabilité publique établies par la Fédération internationale des Comptables.

Les comptes annuels ont été préparés sur la base du système de l'exercice et suivant la comptabilité au coût d'origine, sauf indication contraire.

Période d'information comptable

La période d'information comptable à laquelle se rapportent ces états financiers est l'exercice clos au 31 décembre 2010.

Base de regroupement

Tous les ministères, organes et services gouvernementaux essentiels sont regroupés en appliquant la méthode de de l'achat pur et simple. Les éléments d'actif et de passif, les recettes et dépenses correspondants s'ajoutent les uns aux autres ligne par ligne et les transactions et soldes entre entités s'annulent lors du regroupement.

Les investissements du gouvernement dans des institutions et personnes morales de l'Etat, ainsi que dans la Banque de Réserve de Vanuatu, sont répertoriés suivant la méthode de la mise en équivalence. Pour déterminer le montant qui sera porté au bilan en fin d'exercice pour de tels investissements, une régularisation est effectuée à l'aide de la méthode de la mise en équivalence pour tenir compte de tout changement ultérieur à la quote-part du gouvernement dans l'actif net de telles entités, en se fondant sur leurs derniers états financiers en date et leur évolution financière postérieure.

A l'origine, la constatation de cette catégorie d'actif dans le bilan en 2003 a conduit à inscrire un crédit à la réserve de capital. Les régularisations de la valeur comptable de ces investissements effectuées subséquemment apparaissent dans le compte des résultats.

Recettes

Recettes perçues en vertu du pouvoir souverain de l'Etat

L'Etat fournit de nombreux biens et services et prestations qui ne donnent pas lieu à des recettes. Par ailleurs, le fait de payer des taxes ne signifie pas, en soi, que le contribuable puisse prétendre à une valeur équivalente de services ou de prestations, car il n'y a aucun lien direct entre le paiement de taxes et la réception de services et de virements publics.

Les recettes publiques générées par les taxes et les droits et pénalités réglementaires sont constatées au moment où se produit la transaction ou l'évènement donnant lieu à la recette. Pour les principales recettes de cette catégorie, le moment de la constatation de la perception est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Type de recettes	Moment de la constatation de la perception
Taxe sur la valeur ajoutée	A l'achat ou la vente de biens ou services imposables au cours de la période fiscale.
Droits d'importation, accise et tarifs	Au passage des biens soumis aux droits de douane au delà de la limite douanière (ou à la sortie de l'entrepôt).
Impôts fonciers	A l'expiration de la date d'imposition.
Patentes et enregistrements	Lors du paiement du droit.
Autres taxes et contributions	Dès lors qu'elles deviennent des dettes envers l'Etat.

Revenu de placement

Le revenu de placement est constaté dans la période au cours de laquelle il est produit. Les intérêts générés par des prêts consentis à des entités étatiques s'accumulent périodiquement par renvoi au capital restant à payer, au taux d'intérêt applicable et au taux de change pertinent.

Les dividendes générés par les investissements dans des entités étatiques sont constatés dans la période au cours de laquelle ils sont distribués lorsque l'entité en question a établi définitivement ses comptes annuels, sans quoi ils sont constatés une fois qu'ils ont été perçus.

Recettes produites dans le cadre de l'exploitation

Si des recettes sont perçues par l'Etat en échange de la fourniture de biens ou de services à des tiers, l'Etat perçoit ses recettes au titre des opérations d'exploitation. Elles sont constatées lorsqu'elles sont produites.

Gains

Les gains réalisés sur la vente d'actifs ou le remboursement anticipé de dettes sont constatés dans le compte des résultats dans la période au cours de laquelle la transaction est effectuée.

Les gains sur le change non matérialisés relatifs à des éléments d'actif ou de passif monétaires sont constatés dans le compte des résultats.

Des gains non matérialisés découlant de changements de la valeur de biens de production (terrains, constructions, matériel) sont constatés à la date d'arrêté des comptes. Dans la mesure où un gain est une contrepassation d'une perte imputée antérieurement au compte des résultats, ce gain est porté au crédit du compte des résultats. Autrement, les gains sont portés au crédit d'une plus-value de réévaluation pour cette catégorie d'actif.

Dépenses

Frais généraux

Ces dépenses sont constatées dans la période auxquelles elles se rapportent.

Subventions et subsides

Lorsque les subventions et les subsides sont discrétionnaires jusqu'à ce qu'ils soient payés, la dépense est constatée une fois le paiement effectué. Autrement, la dépense est constatée quand les critères spécifiques ont été remplis et que l'Etat en a été notifié.

Pertes
Les pertes matérialisées sur la vente d'actifs ou le remboursement anticipé de dettes sont constatées dans le compte des résultats dans la période au cours de laquelle la transaction a lieu.

Des pertes non matérialisées sur le change relativement à des éléments d'actif et de passif monétaires sont constatées dans le compte des résultats.

Les pertes non matérialisées (hors pertes sur le change) résultant de changements de la valeur de biens de production sont constatées à la date d'arrêté des comptes. Elles sont d'abord imputées à la plus-value de réévaluation pour cette catégorie d'actif. Tout solde, le cas échant, est imputé au compte des résultats.

Transactions en devises étrangères
Les opérations en devises étrangères sont répertoriées au cours du vatu à la date de la transaction ou au cours tel que fixé d'avance si l'opération relève d'un contrat de taux de change à terme. Les différences de change se produisant au moment du règlement de ces transactions sont constatées dans le compte des résultats.

Les opérations en devises étrangères non exécutées sont converties au cours du vatu à la date de clôture. Les gains ou pertes sur le change sont pris en compte dans le compte des résultats de l'exercice durant lequel ils se produisent.

Les cours appliqués dans ces comptes annuels sont les taux moyens indiqués par la Banque de Réserve de Vanuatu.

Amortissement
L'amortissement est imputé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés de façon à affecter le coût ou l'évaluation d'un élément de biens de production, moins une valeur résiduelle éventuelle estimée, sur la période de sa vie utile estimée. La durée de vie utile telle qu'estimée pour différentes catégories de biens de production est typiquement la suivante :

Bâtiments en propriété perpétuelle :	de 25 à 50 ans ;
Infrastructure :	de 8 à 50 ans ; et
Machines, matériel et véhicules :	de 2 à 10 ans

Eléments d'actif

Encaisse
L'encaisse comprend les fonds en caisse et les fonds disponibles en banque, en compte courant ou en dépôt à court terme. Les soldes de découverts en compte courant sont pris en compte dans le solde de l'encaisse.

Eléments d'actif monétaires en devises étrangères
Les actifs monétaires à court terme objet de contrats à terme sont convertis en vatu au taux contractuel. Autrement, les actifs monétaires en devises sont convertis au taux de change de clôture.

Les gains et pertes sur le change sont pris en compte dans le compte des résultats dans l'exercice au cours duquel ils se produisent.

Créances et avances
Les créances et les avances sont comptabilisées sur la base des montants qu'il est prévu de récupérer à terme au comptant. Les avances libellées en devise étrangères sont converties en vatu au taux de clôture.

Stocks
Les stocks sont comptabilisés sur la base du coût à l'achat ou de la valeur nette de réalisation, des deux, le montant le moins élevé.

Biens de production (terrains, constructions et matériel)
Les biens de production constatés pour la première fois dans le compte des résultats ont été comptabilisés sur la base de la fraction non amortie du coût arrêté en fonction d'évaluations au prix du marché et d'expertises techniques effectuées par des évaluateurs professionnels. La fraction non-

amortie du coût est basée sur le coût estimé de construction ou d'achat, diminué en tenant compte de facteurs d'âge et de dégradation de l'actif.

Les éléments d'actif acquis ultérieurement sont comptabilisés à prix coûtant ou, s'ils ont été fournis par des bailleurs de fonds ou acquis autrement gratuitement ou pour une contrepartie symbolique, sur la base de leur évaluation, c'est-à-dire leur juste valeur à la date d'acquisition.

Terres domaniales à Port-Vila et Luganville

Les terres dans les périmètres municipaux de Port-Vila et Luganville appartiennent à l'Etat et ont été comptabilisées à leur juste valeur telle qu'arrêtée par l'Evaluateur général.

Eléments de passif

Emprunts

Les dettes du gouvernement en matière de dette publique sont constatées dans le bilan lorsque le gouvernement devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments de prêt correspondants et sont pris en compte à l'origine à l'équivalent en vatu du prélèvement de l'emprunt.

Les soldes des emprunts restant à payer qui sont libellés et remboursables en devise étrangère sont reconvertis en vatu au taux applicable à la date d'arrêté des comptes. Les charges d'intérêts sont imputées au compte des résultats de l'exercice au cours duquel elles arrivent à échéance. Toutes les différences de change résultant des fluctuations monétaires sont prises en compte dans le compte des résultats, qu'elles se soient matérialisées ou non.

Prestations dues aux employés

Les prestations dues aux employés au titre des salaires et des payes, des congés annuels et autres prestations semblables sont constatées lorsqu'elles deviennent exigibles. La charge des prestations des employés est comptabilisée à la valeur actuelle de la trésorerie prévisionnelle future.

Engagements

Les engagements sont des dépenses et dettes futures qui vont être encourues dans le cadre de contrats conclus à la date d'arrêté des comptes. Ils comprennent les engagements de fonctionnement et de capital résultant d'obligations contractuelles ou légales non résiliables. Les engagements relatifs aux intérêts sur des dettes et ceux relatifs à des contrats de travail ne sont pas compris dans le tableau des engagements.

Eléments de passif et d'actif éventuels

Les éléments de passif et d'actif éventuels sont portés dans l'état des risques financiers particuliers au moment où l'éventualité devient manifeste.

NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

Note 1 : Taxes et impôts perçus en vertu du pouvoir souverain de l'Etat
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Recettes fiscales		
Taxe sur la Valeur Ajoutée	4,558	4,618
Droits d'importation	2,664	3,908
Accise	1,882	607
Impôt sur le chiffre d'affaires	268	262
Droit et taxes sur le jeu d'argent	73	104
Impôt locatif	64	60
Droits à l'exportation	1	8
Autres taxes	103	45
Total des recettes fiscales	**9,613**	**9,612**
Droits de patente et d'enregistrement		
Droits de patente et d'enregistrement	255	274
Licences de véhicules	271	322
Droit de timbre sur les sociétés	131	63
Licences et immatriculation de bateaux de pêche	161	153
Permis de travail	141	117
Permis de séjour	124	121
Droits d'immatriculation de navires	68	68
Licences de télécommunication et radio	82	50
Immatriculation de sociétés offshore	101	9
Autres droits de licence et d'enregistrement	47	33
Total des droits de patente et d'enregistrement	**1,381**	**1,210**
Autres recettes souveraines		
Loyers fonciers, enregistrement et primes	631	603
Droits de concession	-	-
Amendes	17	18
Amendes et pénalités des entreprises de services publics	1	1
Total des autres recettes souveraines	**649**	**622**
Total des recettes souveraines	**11,643**	**11,444**

Note 1 (suite) : Exonérations et dégrèvements fiscaux
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Dégrèvements d'ordre économique		
Contrats pour projets de développement agréés	-	169
Gas-oil pour la production d'électricité	37	455
Biens de fabrication ou de transformation	71	201
Projets de développement touristique	10	221
Marchandises de cabotage	-	21
Autres dégrèvements économiques	57	38
Total des dégrèvements d'ordre économique	**175**	**1,105**
Autres dégrèvements		
Marchandises données ou importées pour des projets d'aide	723	1,247
Groupe de Fer de Lance Mélanésien	245	348
Marchandises importées en vertu de conventions/accords internationaux	49	175
	69	89
Dégrèvements personnels	80	148
Marchandises en importation temporaire	48	60
Promotion de la sécurité, de la santé ou du salut public à l'échelon national	1	29
Dégrèvements divers sous condition	11	27
Total des autres dégrèvements	**1,226**	**2,123**
Total des exonérations et dégrèvements fiscaux	**1,401**	**3,228**

Les marchandises importées qui satisfont à certaines conditions, telles que stipulées à l'Annexe III du recueil des tarifs douaniers, sont soit exonérées des droits de douane soit assujetties à des tarifs inférieurs à ceux qui seraient ordinairements applicables. L'annexe fait ressortir les montants des droits ou tarifs à l'importation qui auraient été perçus si ces exonérations ou dégrèvements n'avaient pas été accordés. Ces montants ne sont pas inscrits au titre des recettes de l'exercice puisqu'ils n'ont jamais été imputés ni perçus et reflètent des décisions fiscales prises par les pouvoirs publics.

L'information sur les exonérations et dégrèvements fiscaux est fournie par le Service de la Douane et des Contributions Indirectes.

Note 2 : Charges et recouvrements
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Charges et recouvrements		
Recouvrements et charges généraux	380	315
Droits de port et de quai	189	196
Fonds en fiducie non réclamés virés au Trésor	163	-
Droits de débarquement	71	60
Recouvrements abonnements à l'eau	30	26
Locations immobilières	18	22
Droits maritimes	18	22
Licences de port d'armes	16	14
Droits hospitaliers	16	16
Droits électoraux	-	8
Droits de passports	36	31
Amendes de la circulation routière	8	7
Total des charges et recouvrements	**945**	**717**

La catégorie de recettes Charges et recouvrements comprend des recettes que les ministères perçoivent pour des biens ou services qu'ils fournissent. Les locations immobilières se rapportent principalement à la location de maisons de fonction à des employés du gouvernement à des tarifs fixés par la Commission compétente ou la Loi pertinente dont relève cette catégorie d'employés.

Note 3 : Revenu de placement
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Intérêts créditeurs		
Intérêts sur avances	11	20
Intérêts sur dépôts en banque	29	54
Total des intérêts créditeurs	**40**	**74**
Dividendes		
Banque de Réserve de Vanuatu	0	366
Dividendes de la Sté Postal Services Ltd	55	45
Dividendes de la Banque Nationale	0	20
Dividendes de la Sté Ifira Wharf & Stevedoring	0	10
Dividendes de la Sté Northern Island Stevedoring	5	0
Autres dividendes	0	0
Total Dividendes	**60**	**441**
Total Revenu de placement	**100**	**515**

Le gouvernement perçoit des intérêts sur des avances consenties à Airports Vanuatu Ltd., Air Vanuatu Ltd. et Telecom Vanuatu Ltd. Ces avances correspondent à des emprunts contractés auprès de la Caisse Française de Developpement (CFD), de l'EximBank et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) par le gouvernement de Vanuatu, qui sont ensuite reprêtés aux entités s'occupant de la gestion de l'infrastructure concernée. Les intérêts créditeurs sont compensés par des intérêts débiteurs sur les soldes des emprunts restant à payer par le gouvernement, mais toutes

les transactions sont affichées sur une base brute (les intérêts créditeurs et débiteurs sont tous deux portés au compte des résultats), conformément aux normes internationales de comptabilité publique.

Le détail des soldes d'avances restant à payer figure sous la Note 10 : Avances. Le détail des dettes publiques impayées dues à des organismes prêteurs apparaît dans le tableau des emprunts.

Note 4 : Contributions de bailleurs de fonds
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Contributions de bailleurs de fonds		
Millennium Challenge Corporation	1,847	1,969
Australie	1,595	1,088
Nouvelle-Zélande	466	1,020
Nations Unies	158	147
Union Européenne	97	-
Japon	78	67
Organisation Mondiale de la Santé	29	29
Chine	3	1
France	14	1
Autres contributions	113	113
Total Contributions de bailleurs de fonds	**4,400**	**4,435**
Rapprochement avec l'état des activités financières du Fonds de développement		
Contrepassation :		
Contributions du gouvernement de Vanuatu éliminées à la consolidation	85	175
Contributions et dépenses de MCC imputées à 2 projets	43	
Rentrées non de bailleurs de fonds	143	50
Gain/(Perte) sur le change	(13)	(24)
Contributions de bailleurs de fonds selon le Fonds de développement	**4,658**	**4,636**

Les contributions de bailleurs de fonds comprennent uniquement celles reçues en espèces pour des projets spécifiques. Les recettes, dépenses et dépenses (achats) en capital dans le cadre de ces projets sont comptabilisées intégralement dans les présents états. Les aides en nature, l'assistance technique, les dépenses et dépenses (achats) en capital qui ont été payées ou fournies directement par des bailleurs de fonds extérieurs ne figurent pas au titre de recettes dans ces états. Les contributions de bailleurs de fonds sous forme d'aide en nature sont estimées être de l'ordre de 6 milliards de vatu par an. Une majeure partie de l'assistance en aide au Vanuatu est donc exclue de ces comptes.

Note 5 : Analyse des dépenses
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

Le tableau analytique qui suit consiste en une ventilation des dépenses en fonction des ministères.

	2010 vatu million	2009 vatu million
Total des dépenses par Ministère		
Education	4,339	3,637
Finances & Gestion Economique	2,921	2,368
Infrastructure & Services Publics	1,857	1,459
Santé	1,937	1,687
Affaires Intérieures	1,520	1,503
Organes constitutionnels du gouvernement	1,086	1,069
Agriculture, Quarantaine, Sylviculture & Pêche	457	458
Terres, Géologie & Mines	481	388
Justice et Services communautaires	316	283
Affaires Etrangères et Commerce Extérieur	266	272
Bureau du Premier Ministre	195	230
Commerce, Industrie et Tourisme	283	286
Coopératives & Services de développement des entreprises Ni Vanuatu	99	120
Développement et Formation des Jeunes	142	113
Dépense d'amortissement	489	514
Charge pour congés constatée par régularisation	(5)	388
Autres redressements	(465)	(234)
Total des Dépenses	**15,918**	**14,541**

Le poste intitulé 'Autres redressements', pour -234 millions de vatu en 2009 et -466 millions de vatu en 2010, correspond aux régularisations effectuées dans les comptes pour transférer les achats de nouveaux éléments d'actif qui ont été constatés comme dépenses à des fins d'affectation. Ces achats d'actif ont été retirés du compte des résultats et constatés comme adjonction d'actif dans le bilan. Cette régularisation a été effectuée au niveau de la consolidation et non pas ventilée par ministère.

Note 6 : Dépenses de personnel
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Dépenses de personnel		
Traitements et salaires	6,166	6,195
Allocations de logement	572	526
Indemnités et allocations parlementaires	309	305
Part de cotisation de l'employeur à la CNPV	252	239
Allocations familiales	125	121
Paiements aux employés en fin de service	498	201
Frais de subsistance	362	315
Heures supplémentaires	87	75
Primes politiques	70	59
Autres indemnités des employés	372	252
Total des dépenses de personnel	**8,813**	**8,288**

Les dépenses de personnel représentent les dépenses autorisées pour les quelques 5.500 employés du gouvernement de Vanuatu. Y sont inclus tous les enseignants employés par la Commission du Corps Enseignant, mais non pas les enseignants financés directement par les écoles ni le personnel auxiliaire des écoles.

Note 7 : Dépenses d'exploitation
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Dépenses d'exploitation		
Entretien et réparations (en général)	283	365
Entretien et réparation de routes	234	132
Véhicules, carburant et entretien	208	198
Electricité	247	228
Déplacements et hébergement localement	307	301
Honoraires de consultants	347	248
Imprimerie et fournitures de bureau	269	221
Location de matériel et de voitures	199	91
Frais de justice	113	36
Fournitures médicales	251	122
Dépenses de télécommunications	165	136
Déplacements et hébergement à l'étranger	158	89
Location immobilière, taxes et baux	102	101
Gaz et eau	51	55
Frais de fret	106	84
Cotisations aux Organisations internationales	31	41
Ateliers et stages	23	25
Frais de représentation	58	54
Nettoyage	22	16
Honoraires d'audit	7	7
Dépenses d'actif	210	637
Autres dépenses d'exploitation	940	961
Total des dépenses d'exploitation	**4,331**	**4,148**

Le poste d'entretien et de réparation de routes comprend uniquement les travaux qui ont été sous-traités à des tiers, des entreprises d'entretien et de réparation de routes. Le service des Travaux publics dépense également des sommes considérables pour des travaux d'entretien et la réparation de routes, qui sont exécutés par son propre personnel interne. Le coût de ce genre de travaux sera comptabilisé par ligne budgétaire au titre, par exemple, de frais de carburant, de matériaux (collectivement) et de personnel. Les gros travaux d'entretien routier qui prolongent la vie utile d'une route sont capitalisé et constatés au bilan sous forme d'augmentation de la valeur de l'actif représenté par les routes.

Note 8 : Paiements de subventions, subsides et virements
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Subsides et subventions		
Subventions aux Provinces	214	210
Subventions au fonctionnement des écoles et compléments pour écolage	444	224
Subvention à l'Office du Tourisme	140	160
Subvention à l'UPS	96	27
Collège d'Agriculture de Vanuatu	83	83
Subventions aux télécommunications en vertu de la Politique d'Accès Universel	80	-
Subventions aux associations pour la Jeunesse et les Sports	62	23
Subvention à la SRTV	45	55
Subvention au Collège maritime de Vanuatu	41	41
Subvention à l'Office de Promotion des Investissements de Vanuatu	37	-
Subvention au CTRAV	36	36
Subvention à la Chambre de Commerce	25	25
Subvention au Centre culturel	24	38
Subventions aux municipalités	17	9
Subvention au Conseil de la Jeunesse de Vanuatu	9	17
Subsides pour le coprah	-	108
Autres subventions	17	25
Total des subsides et subventions	**1,370**	**1,081**
Autres virements		
Bourses et allocations d'études	181	64
Cotisations aux Organisations internationales	5	29
Paiements de compensations et dommages-intérêts	101	112
Total des autres virements	**287**	**205**
Total Subsidies and Transfer Payments	**1,657**	**1,286**

Les subventions correspondent à des paiements à des entités liées au gouvernement pour leur permettre de fournir des services pour le bien public. Les virements sont des paiements effectués par le gouvernement pour lesquels il ne reçoit pas de biens ou de services spécifiques en retour.

Note 9 : Créances
(au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Créances		
Comptes clients	679	835
Créances fiscales	470	523
Intérêts exigibles	41	69
Autres créances	2	3
Total des créances	**1,192**	**1,430**

Le solde des créances représente une valeur brute de 1.280 millions de vatu, compensée par une dotation aux provisions pour créances douteuses de 601 millions de vatu. Cette provision porte sur des dettes qui remontent à bien des années (notamment pour des loyers fonciers) et qui ne seront probablement jamais recouvrées. Maintes de ces dettes se rapportent à des factures qui ont été imputées incorrectement et une procédure de mise au point est actuellement en cours pour résoudre ces problèmes et passer en charges les dettes pour créances irrécouvrables par imputation à cette provision.

La provision pour créances douteuses inclut une provision supplémentaire de 267 millions qui avaient été constatés comme dépense en 2010.

Note 10 : Avances
(au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Avances		
Airports Vanuatu Ltd.	487	545
Air Vanuatu Ltd.	1,268	868
Telecom Vanuatu Ltd.	37	51
Metenesel Ltd.	70	70
Office de Commericialisation des Produits de Base	28	28
Société de radio-diffusion et de télévision de Vanuatu	32	37
Municipalité de Port Vila	10	10
Employés	10	11
Autres avvances	18	15
Total des avances	**1,960**	**1,635**

Les avances consenties à Airports Vanuatu Ltd. et Telecom Vanuatu Ltd représentent des prêts pour travaux d'infrastructure contractés auprès de la Caisse Francaise de Developpement (CFD) et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) par le gouvernement de Vanuatu, qui furent ensuite reprêtés aux entités s'occupant de la gestion de l'infrastructure concernée. Le montant réel restant à payer sur ces prêts à la BEI et la CFD figure sous les emprunts.

Une avance de 1 milliard de vatu a été consentie à Air Vanuatu en 2008 pour l'achat d'appareils Y12 à la Chine. L'achat de ces appareils a été financé par un prêt du gouvernement chinois, lequel a été reprêté à Air Vanuatu. Ce prêt était libellé en monnaie chinoise, le Yuan Renminbi, et il a été réévalué depuis à 856 millions de vatu à la date du 31 décembre 2010. Par conséquent, un montant de 856 millions de vatu figure au titre de passif dans les emprunts et d'actif dans les avances à Air Vanuatu. Le solde restant des avances pour Air Vanuatu représente des avances sur prêts supplémentaires consenties à la compagnie au cours des dernières années.

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat
(au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Investissement dans des entreprises d'Etat		
Solde d'ouverture	7,331	7,842
Excédent/(Déficit) net attribuable après répartition	(1,657)	(761)
Autres mouvements de capitaux propres	-	-
Apports du gouvernement	100	250
Vente de parts dans des EE	-	-
Total Investissement dans des entreprises d'Etat	**5,774**	**7,331**

Le poste des investissements dans des entreprises d'Etat (EE) représente les parts que détient le gouvernement dans des sociétés sous le contrôle de l'Etat, dans des établissements financiers nationaux et d'autres entreprises apparentées à vocation commerciale. Le montant auquel ces investissements sont comptabilisés représente le titre de participation nette du gouvernement. Il faudrait approfondir la question pour pouvoir apprécier exactement la valeur de chacune des entreprises d'Etat et mettre à jour leurs bilans respectifs.

Comme indiqué dans la déclaration de principes comptables, la participation financière de l'Etat dans des EE est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de consolidation. Au plan des trois principaux comptes annuels, cette méthode a pour implication ce qui suit :

- Les dividendes reçus des EE sont inclus au titre des revenus de placement. Ils sont ventilés sous la Note 3.
- L'excédent/(déficit) net imputable aux EE, net des répartitions à l'Etat, est constaté séparément dans le compte des résultats. L'excédent/(déficit) imputable représente les résultats d'exploitation de ces entités.
- La participation financière de l'Etat dans des EE est constatée sous un poste distinct dans le bilan. Elle est ventilée par entité dans la présente note.
- Les avances consenties aux EE sont constatées sous la rubrique des Avances dans le bilan. Celles-ci sont ventilées à la Note 10.

Certains autres ressorts adoptent une autre forme de présentation des EE et emploient la méthode de la consolidation proportionnelle. C'est ce qui est recommandé dans les normes internationales de comptabilité publique pour les EE effectivement contrôlées par l'Etat. Pour l'heure, le gouvernement de Vanuatu n'est pas en mesure d'appliquer la méthode de la consolidation proportionnelle pour ses EE.

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite)
(au 31 décembre 2010)

Mouvements au cours de l'exercice fiscal de 2010

Mouvements de l'exercice 2010	Solde d'ouverture	(Déficit) net attribuable après répartition	Apports en capital de l'Etat	Solde de clôture
	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Air Vanuatu Limited	325	(1,434)	-	(1,109)
Airports Vanuatu Limited	3,116	90	-	3,206
Unité de gestion d'actif	300	(248)	-	52
Ifira Wharf & Stevedoring Limited	133	59	-	192
Metenesel Estates Limited	110	-	-	110
Banque Nationale de Vanuatu	664	189	-	853
Société Nationale de l'Habitat	651	(373)	-	279
Northern Island Stevedoring Limited	-	-	-	-
Banque de Réserve de Vanuatu	740	(80)	-	660
Vanuatu Abattoirs	56	15	-	71
Banque de Développement de l'Agriculture de Vanuatu	248	(35)	100	313
Société de Radio-diffusion et Télévision de Vanuatu	41	-	-	41
Office de Commercialisation des Produits de Base de Vanuatu	-	-	-	-
Commission des Affaires financières de Vanuatu	401	(80)	-	321
Vanuatu Livestock Development (CEP)	45	-	-	45
Autorité maritime de Vanuatu	-	-	-	-
Vanuatu Post Limited	501	170	-	670
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	-	70	-	70
Total Investissement dans des EE	**7,331**	**(1,657)**	**100**	**5,774**

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite)
(au 31 décembre 2010)

Mouvements au cours de l'exercice fiscal de 2009

Mouvements de l'exercice 2009	Solde d'ouverture vatu million	(Déficit) net attribuable après répartition vatu million	Apports en capital de l'Etat vatu million	Solde de clôture vatu million
Air Vanuatu Limited	954	(780)	150	325
Airports Vanuatu Limited	3,116	-	-	3,116
Unité de gestion d'actif	300	-	-	300
Ifira Wharf & Stevedoring Limited	77	56	-	133
Metenesel Estates Limited	110	-	-	110
Banque Nationale de Vanuatu	664	-	-	664
Société Nationale de l'Habitat	729	(78)	-	651
Northern Island Stevedoring Limited	7	(7)	-	-
Banque de Réserve de Vanuatu	740	-	-	740
Vanuatu Abattoirs	56	-	-	56
Banque de Développement de l'Agriculture de Vanuatu	200	(52)	100	248
Société de Radio-diffusion et Télévision de Vanuatu	249	(208)	-	41
Office de Commercialisation des Produits de Base de Vanuatu	50	(50)	-	-
Commission des Affaires financières de Vanuatu	131	270	-	401
Vanuatu Livestock Development (CEP)	53	(8)	-	45
Autorité maritime de Vanuatu	10	(10)	-	-
Vanuatu Post Limited	395	106	-	501
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	-	-	-	-
Total Investissement dans des EE	**7,842**	**(761)**	**250**	**7,331**

Note 11 : Investissement dans des entreprises d'Etat (suite)
(au 31 décembre 2010)

Actions de l'Etat

Le pourcentage d'actions détenues par l'Etat dans chaque EE et la date des derniers comptes annuels que les EE ont présentés au gouvernement sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Pourcentage de parts détenues par l'Etat	2010	2009	Last Financial Statements
Air Vanuatu Ltd.	100.00%	100.00%	2010
Airports Vanuatu Ltd.	100.00%	100.00%	2010 draft
Section de gestion des actifs	100.00%	100.00%	2009
Ifira Wharf and Stevedoring Ltd.	34.00%	34.00%	2010
Metenesel Estates Ltd.	99.40%	99.40%	2003 draft
Banque nationale de Vanuatu	100.00%	100.00%	2010
Société nationale de l'Habitat	100.00%	100.00%	2010 draft
Northern Island Stevedoring Ltd.	10.00%	10.00%	2006
Banque de Réserve de Vanuatu	100.00%	100.00%	2010
Vanuatu Abattoirs Ltd.	33.90%	33.90%	2010
Banque de Développement de l'Agriculture de Vanuatu	100.00%	100.00%	2010
Société de Radio-diffusion et de Télévision de Vanuatu	100.00%	100.00%	2008
Office de Commercialisation des Produits de Base de Vanuatu	100.00%	100.00%	2001
Commission des Affaires financières	100.00%	100.00%	2009
Vanuatu Livestock Development (CEP)	100.00%	100.00%	2003
Vanuatu Post Ltd.	100.00%	100.00%	2010
Régulateur des Télécommunications et Radiocommunications de Vanuatu	100.00%	100.00%	2010

Le gouvernement de Vanuatu rencontre des difficultés à obtenir les états financiers de certaines entreprises d'Etat. Pour bon nombre d'entre elles, soit elles établissent leur comptes annuels en retard, soit, pour certaines d'entre elles, elles n'ont pas la capacité de préparer des comptes annuels. Le ministère des Finances et de la Gestion économique a l'intention de mettre en œuvre un projet visant à améliorer la gouvernance des EE et leur gestion financière en 2012, avec le concours de la Banque asiatique de Développement.

Les EE qui sont en particulier source de préoccupation sont les suivantes :

- La Section de Gestion des Actifs [Asset Management Unit] – elle a clôturé ses activités vers la fin de 2011 et il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2012.
- Metenesel Estate – Le ministère des Finances et de la Gestion économique n'a pas été en mesure d'obtenir des comptes annuels de Metenesel Estate depuis 2003 et la société a été radiée du registre des sociétés par la Commission des Affaires financières de Vanuatu. Il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2012.
- Office de commercialisation des produits de base de Vanuatu (OCPB) [Vanuatu Commodities Marketing Board] – Le gouvernement a l'intention de lquider l'OCPB. Il n'a pas reçu d'états financiers de cette entité depuis 2001 et on ne connaît pas l'ampleur des dettes qui subsisteront à la liquidation.
- Vanuatu Livestock Development – VLD [anciennement CEP, Centre d'Elevage du Pacifique] ne tourne pas et le ministre des Finances a donné des instructions pour geler ses comptes bancaires. Cette entreprise n'a pas fourni de comptes annuels au ministère des Finances et de la Gestion économique depuis 2003, alors qu'elle a déposé des rapports annuels à la

Commission des Affaires financières de Vanuatu indiquant un chiffre d'affaires de moins de 20 millions de vatu par an. Il est prévu de mettre cette entité en liquidation en 2012.

- Société de Radio-diffusion et de Télévision de Vanuatu (SRTV) [Vanuatu Broadcasting & Television Corporation – VBTC] – La SRTV fonctionne, mais n'a pas présenté de comptes annuels depuis plusieurs années. Elle va avoir besoin d'aide pour améliorer sa comptabilité et préparer des états financiers.
- Northern Island Stevedoring Limited – NISCOL – n'a pas fourni de comptes annuels depuis 2006 et a été placée sous la responsabilité d'une commission d'enquête en 2011. Le gouvernement détient 10% des actions dans cette entité, les autres actions étant détenues par les provinces de Sanma, Torba et Malampa.

Note 12 : Biens de production (terrains, constructions et matériel)
(au 31 décembre 2010)

Biens de production par catégorie	2010 vatu million	2009 vatu million
Valeur comptable brute		
Terrains	20,316	20,316
Bâtiments	8,172	7,356
Meubles et aménagements	47	42
Machines et biens d'équipement	2,141	1,899
Véhicules à moteur	1,403	1,268
Navires et bateaux	857	851
Matériel et logiciels informatiques	565	652
Ponts et chaussées	1,398	1,399
Infrastructure portuaire et quais	914	899
Total valeur comptable brute	**35,813**	**34,682**
Amortissement cumulé		
Bâtiments	4,448	4,217
Meubles et aménagements	31	28
Marchines et biens d'équipement	1,480	1,377
Véhicules à moteur	822	737
Navires et bateaux	682	670
Matériel et logiciels informatiques	456	463
Ponts et chaussées	336	308
Infrastructure portuaire et quais	697	678
Total amortissement cumulé	**8,952**	**8,478**
Valeur comptable nette		
Terrains	20,316	20,316
Bâtiments	3,724	3,139
Meubles et aménagements	16	14
Machines et biens d'équipement	661	522
Véhicules à moteur	581	531
Navires et bateaux	175	181
Matériel et logiciels informatiques	109	189
Ponts et chaussées	1,062	1,091
Infrastructure portuaire et quais	217	221
Total valeur comptable nette	**26,861**	**26,204**

Le gouvernement de Vanuatu a institué une procédure visant à identifier et évaluer toutes ses immobilisations en 2002 et leur valeur comptable résiduelle a été portée au bilan au 1er janvier 2003. C'est alors qu'il s'est rendu compte qu'il y avait encore beaucoup de travail à faire pour actualiser le registre des actifs, avec d'autres éléments d'actifs restant à identifier et à porter au bilan, et des questions de réévaluation à résoudre. Ces questions sont toujours d'actualité et des redressements ont été effectués au cours des exercices ultérieurs aux soldes des bilans de façon à y incorporer les nouveaux éléments d'actif et les changements de réévaluation relevés au cours de ces exercices. Ces changements se traduisent par des redressements de la valeur comptable nette des actifs, avec régularisation correspondante de la Réserve spéciale. Cela est compatible avec la procédure qui a été suivie lorsque la valeur des actifs a été constatée pour la première fois en 2003.

Le gouvernement a encore énormément de travail à accomplir pour arrêter les valeurs des avoirs en conformité avec les normes internationales de comptabilité publique. Le Service des Finances va continuer de coordonner ce processus au cours des prochains exercices. Les questions les plus importantes restant à résoudre consistent notamment à :

- Dresser un inventaire complet de tous les éléments d'actif dans chaque ministère et agence pour s'assurer qu'ils sont tous bien pris en compte.
- Reprendre l'évaluation et la durée de vie utile des éléments d'actif significatifs, notamment les bâtiments, les chaussées et les ponts.
- Incorporer les écoles appartenant au gouvernement et les éléments d'actif afférents au bilan du gouvernement.
- Inclure la valeur des terrains en propriété perpétuelle et libre ou la valeur des baux fonciers en ce qui concerne les terres domaniales à l'extérieur des périmètres municipaux.

Ces comptes annuels ont été établis conformément à la Norme internationale de comptabilité publique No. 17 – Biens de production (Terrains, Constructions et Matériel). La norme 17 des NICP (IPSAS) dispose d'une dérogation à l'obligation de se conformer totalement aux impératifs de prise en compte de tous les biens de production pendant une période de transition de cinq ans à compter de l'adoption de cette norme. Le gouvernement de Vanuatu devait être en conformité totale avec la Norme No. 17 dès 2010, mais n'a pas encore été en mesure d'identifier et d'évaluer adéquatement tous ses éléments d'actif.

Note 13 : Charges à payer et Provisions
(au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Créditeurs et Provisions		
Comptes fournisseurs et de régularisation	909	935
Intérêts exigibles	172	142
Autres comptes créditeurs et provisions	2	30
Total des créditeurs et provisions	**1,083**	**1,107**

Les comptes créditeurs (charges à payer) et de régularisation couvrent les factures de fournisseurs impayées pour des biens ou des services qui ont été fournis et des charges à payer sur des bons d'achat qui ont été engagés mais n'ont pas encore été traités pour en faire le paiement. Le gouvernement de Vanuatu n'a pas encore, à ce stade, mis en oeuvre une procédure formelle pour identifier les charges réellement constatées par régularisation, et bien que la présentation sous cette forme soit cohérente avec les comptes d'exercices antérieurs, elle n'est pas tout à fait conforme aux normes internationales de comptabilité publique.

Note 14 : Prestations dues aux employés
(au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Prestations dues aux employés		
Salaires, traitements et congés annuels	793	809
Indémnités de fin de service et de retraite	6,258	6,166
Total des prestations dues aux employés	**7,051**	**6,975**

Date prévisionnelle de paiement des indemnités de fin de service et de retraite		
A court terme (dans les 12 mois à venir)	668	843
Echéance entre 1 et 2 ans	171	150
Echéance entre 2 et 5 ans	1,043	914
A plus de cinq ans	4,376	4,259
Total des indemnités de fin de service et de retraite	**6,258**	**6,166**

La provision pour les prestations dues aux employés au titre des salaires, traitements et congés annuels correspond au montant que le gouvernement est dans l'obligation imminente de payer résultant des services des employés fournis jusqu'à la date d'arrêté des comptes. Elle est calculée sur la base des échelles salariales en vigueur et comprend tous les congés annuels restant dûs pour les quelques 5.500 employés du gouvernement de Vanuatu.

La provision pour indemnités de fin de service et de retraite correspond à la valeur actuelle des décaissements prévisionnels futurs que le gouvernement doit assumer pour les services des employés à la date d'arrêté des comptes. Une dotation de 3,767 milliards de vatu a été introduite au bilan en 2008 et un redressement de la situation nette a été effectué en conséquence. Cette provision a de nouveau fait l'objet d'une régularisation en 2009 pour tenir compte des amendements de la Loi du Travail, ce qui a entraîné de nouveau un redressement de la situation nette pour cet exercice.

En évaluant la dette pour prestations aux employés, on a tenu compte des départs d'effectifs au cours des exercices antérieurs et de la probabilité que les nouveaux effectifs arrivent soit à l'âge de la retraite soit à la fin de la période de 10 ans de service, condition requise actuellement en vigueur pour bénéficier de l'indemnité de fin d'emploi.

La part à court terme de la provision pour indemnités de fin de service et de retraite couvre toutes les indemnités pour les employés qui ont déjà 55 ans révolus ou auront 55 ans dans les 12 mois à venir. Y est également inclue une provision pour le nombre d'effectifs qui démissionnent chaque année en moyenne et qui ont plus de 10 ans de service, et qui peuvent donc prétendre aux indemnités de fin service.

La Commission de la Fonction publique accorde des congés annuels fort généreux aux employés qui ont plus de 20 ans d'ancienneté. La date de commencement pour tous les employés en poste avant l'indépendance est le 1er août 1980. Les congés auxquels les employés ont droit en fonction de l'ancienneté sont les suivants :

Ancienneté	Congés dûs
Moins de 20 ans	21 jours de congé par an
20 à 25 ans	24 jours de congé par an
25 à 30 ans	48 jours de congé par an
Plus de 30 ans	72 jours de congé par an

Il y a un nombre croissant d'employés qui ont maintenant plus de 25 ans, voire plus de 30 ans d'ancienneté. Par conséquent, l'obligation en termes de congés annuels croît chaque année, d'autant

plus que la majorité des employés qui peuvent prétendre à des congés de 48 ou 72 jours par an ne les prennent pas tous dans l'année au cours de laquelle ils s'accumulent.

Note 15 : Passif sur comptes en fiducie
(au 31 décembre 2010)

	2010 vatu million	2009 vatu million
Passif sur comptes de fiducie		
Compte de fiducie des propriétaires coutumiers (loyers fonciers et primes)	467	491
Redevances pour exploitation de carrières et de	142	53
Subsides pour écolage non distribués	-	55
Sommes d'argent non réclamées	32	80
Avances sur consommation d'eau	11	12
Caisse de Participation et d'Investigation maritime	38	16
Autres comptes de fiducie	4	24
Total du passif sur comptes de fiducie	**694**	**731**

Le passif des comptes de fiducie du gouvernement représente des montants détenus en fiducie pour le compte de tiers ou des dépôts remboursables. Ces montants sont versés sur les comptes bancaires du gouvernement et, de manière générale, des comptes bancaires distincts ne sont pas tenus pour ces montants en fiducie (par contre, l'argent du Fonds de participation et d'investigation maritime est placé sur un compte bancaire à part). De ce fait, les montants d'encaisse et de décaissement se rapportant à ces comptes de fiducie sont inclus dans le solde d'encaisse au bilan et dans l'état des mouvements de la trésorerie. Les charges à payer sont constatées dans le bilan.

Le plus gros montant impayé correspond au compte de fiducie des propriétaires coutumiers, lequel représente des montants facturés pour des terres coutumières qui sont le sujet de litiges. Ceux-ci seront reversés aux propriétaires coutumiers concernés de chaque lot de terre une fois que le propriétaire véritable aura été reconnu par les tribunaux compétents.

Note 16 : Instruments financiers
(au 31 décembre 2010)

a) Analyse des instruments financiers

Les valeurs comptables des éléments d'actif et de passif financiers, par catégorie, sont les suivantes :

	Notes	2010 vatu million	2009 vatu million
Eléments d'actif financiers			
Encaisse et quasi-espèces		2,917	3,537
Créances	*9*	1,192	1,430
Avances	*10*	1,960	1,635
Total actif financier		**6,069**	**6,602**
Eléments de passif financiers			
Charges à payer et provisions	*13*	1,083	1,107
Prestations des employés	*14*	7,051	6,975
Emprunts intérieurs		3,285	2,485
Emprunts en monnaie étrangère		9,860	9,660
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,376	2,094
Autres fonds en fiducie	*15*	694	731
Total passif financier		**24,348**	**23,052**

b) Publicité de la juste valeur dans l'ordre hiéarchique

La juste valeur d'un instrument est le montant pour lequel un bien pourrait être échangé ou une dette acquittée entre des parties bien informées et de bonne volonté dans une opération de pleine concurrence.

Les valeurs à la cote représentent une juste valeur quand un instrument financier est négocié sur un marché organisé et liquide qui peut absorber une opération importante sans influer sur le prix défavorablement vis-à-vis du négociant.

L'évaluation de l'actif et du passif financier du gouvernement de Vanuatu s'énonce comme suit :

Encaisse et quasi-espèces
La valeur de l'encaisse et des quasi-espèces présentée dans l'information est considérée comme juste valeur étant donné la nature à court terme de l'actif financier.

Créances
Les créances comportent une déduction pour la dotation aux provisions pour créances douteuses de sorte que le montant total des créances présenté dans l'information est le montant que l'on s'attend à pouvoir récupérer. Ce montant est considéré être la juste valeur des créances.

Emprunts intérieurs
Tous les emprunts intérieurs consistent en des obligations d'Etat émises par la Banque de Réserve de Vanuatu at des taux d'intérêt fixes. Le montant emprunté tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des emprunts sur le marché intérieur.

Emprunts en monnaie étrangère
Les emprunts en devises étrangères correspondent à des prêts consentis par des banques et des organisations internationales de développement à des taux d'intérêt de faveur. Foreign currency borrowings represent loans through international development banks and organisations at concessional interest rates. Le montant emprunté tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des emprunts en monnaie étrangère.

Argent du fonds de développement détenu en fiducie
Les sommes d'argent dans le fonds de développement détenues en fiducie représentent des fonds apportés par des bailleurs de fonds destinés à des projets de développement dont il a été convenu entre le bailleur de fonds et le gouvernement de Vanuatu. Cette dette est en majeure partie compensée par les fonds détenus dans le compte bancaire du fonds de développement et présenté dans l'information comme encaisse et quasi-espèces. Les fonds qui ne sont pas dépensés seront soit restitués au bailleur de fonds concerné soit réaffectés à d'autres projets en accord avec ledit bailleur de fonds. Le montant tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des sommes d'argent du fonds de développement détenues en fiducie.

Autres fonds sur comptes en fiducie
D'autres fonds sur comptes en fiducie sont des fonds tenus en fiducie pour le compte de tiers, tels que des propriétaires coutumiers. Certains montants sont détenus sur des comptes distincts, certains sur le compte bancaire principal de consolidation. Le montant tel que présenté dans l'information est considéré être la juste valeur des autres fonds en fiducie.

Autres éléments d'actif et de passif financiers
Les valeurs d'autres éléments d'actif et de passif financiers telles que présentées dans l'information sont considérées être leur juste valeur.

c) Risques des instruments financiers

Les activités du gouvernement de Vanuatu l'expose à toutes sortes de risques liés aux instruments financiers, notamment les risques du marché, les risques de crédit et les risques de liquidité. Le gouvernement s'efforce de minimiser son exposition aux risques associés à des instruments financiers et poursuit diverses lignes de conduite en vue de gérer ces risques.

Risques du marché

Risque concernant les taux d'intérêts
Le risque des taux d'intérêts est le risque de voir la juste valeur d'un instrument financier fluctuer ou de voir les mouvements de l'encaisse provenant d'un instrument financier fluctuer en raison de changements aux taux d'intérêts du marché.

Le gouvernement de Vanuatu n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt pour ce qui concerne ses éléments de passif et d'actif financiers actuels, parce que tous ses emprunts et ses avoirs financiers producteurs d'intérêts (comme les avances à des entreprises d'Etat) sont à échéance fixe et à des taux fixes. Le gouvernement court un risque surtout en termes de ses emprunts intérieurs futurs compte tenu de la petite échelle du marché au Vanuatu.

Risque en termes de monnaie
Le risque en termes de monnaie est le risque de voir la juste valeur d'un instrument financier fluctuer ou de voir les mouvements de l'encaisse provenant d'un instrument financier fluctuer en raison de changements au niveau des taux de change.

Le risque lié à la monnaie se pose dans le cadre d'achats futurs en capital et de dettes constatées qui sont libellées en monnaie étrangère. Le gouvernement fait des achats en devises étrangères et détient un nombre important d'emprunts libellés en devises étrangères. Par ailleurs, le gouvernement reçoit aussi de l'argent en monnaie étrangère pour des postes de recettes tels que les licences de pêche, l'immatriculation de sociétés 'offshore' (extraterritoriales) et des apports de bailleurs de fonds.

Le gouvernement est exposé à des risques de devises découlant de diverses monnaies, notamment eu égard au Yuan Renminbi chinois, au Yen japonais, au dollar US, aux droits de tirage spéciaux de l'AID, à la monnaie européenne et au dollar australien. Il ne se couvre pas de son exposition aux fluctuations des cours de telles devises. Toutefois, pour réduire le risque de fluctuation des cours, il arrive que le gouvernement garde des fonds reçus en monnaie étrangère pour faire face à des paiements qu'il devra effectuer dans la même monnaie.

Les tableaux qui suivent indiquent les éléments d'actif et de passif financiers détenus dans les monnaies les plus courantes.

Actif et passif financiers par devise au 'fin instr'!E631 décembre 2010	*Notes*	VUV vatu million	CNY vatu million	JPY vatu million	USD vatu million	Other vatu million	Total vatu million
Eléments d'actif financiers							
Encaisse et quasi-espèces		2,836	-	-	77	4	2,917
Créances	*9*	1,192	-	-	-	-	1,192
Avances	*10*	1,960	-	-	-	-	1,960
Total actif financier		**5,988**	**-**	**-**	**77**	**4**	**6,069**
Eléments de passif financiers							
Charges à payer et	*13*	1,083	-	-	-	-	1,083
Prestations des employés	*14*	7,051					7,051
Emprunts intérieurs		3,285	-	-	-	-	3,285
Emprunts en monnaie		-	3,103	2,718	1,450	2,589	9,860
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,376	-	-	-	-	2,376
Autres fonds en fiducie	*15*	694	-	-	-	-	694
Total passif financier		**14,489**	**3,103**	**2,718**	**1,450**	**2,589**	**24,349**

Actif et passif financiers par devise au 31 décembre 2009 31 December 2009	*Notes*	VUV vatu million	CNY vatu million	JPY vatu million	USD vatu million	Other vatu million	Total vatu million
Eléments d'actif financiers							-
Encaisse et quasi-espèces		3,185	-	-	290	62	3,537
Créances	*9*	1,430	-	-	-	-	1,430
Avances	*10*	1,635	-	-	-	-	1,635
Total actif financier		**6,250**	**-**	**-**	**290**	**62**	**6,602**
Eléments de passif financiers							
Charges à payer et	*13*	1,107	-	-	-	-	1,107
Prestations des employés	*14*	6,975					6,975
Emprunts intérieurs		2,485	-	-	-	-	2,485
Emprunts en monnaie		-	2,577	2,587	1,568	2,928	9,660
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,094	-	-	-	-	2,094
Autres fonds en fiducie	*15*	731	-	-	-	-	731
Total passif financier		**13,392**	**2,577**	**2,587**	**1,568**	**2,928**	**23,052**

Analyse de la sensibilité à la stabilitéet l'instabilité des monnaies

Le vatu s'est renchéri par rapport au Yuan Renminbi chinois, au dollar US, aux droits de tirage spéciaux de l'AID et aux monnaies européennes en 2010. Il a faible sensiblement par rapport au dollar australien et au yen japonais. Le tableau ci-dessous montre les taux de change utilisés pour évaluer l'actif et le passif financiers dans les présents comptes annuels et l'évolution des changes entre les exercices de 2009 et 2010. Les taux indiqués sont les taux moyens de la Banque de Réserve de Vanuatu aux 31 décembre, montrant le nombre de vatu nécessaire pour acheter une unité de la devise étrangère correspondante.

Devises principales		2009	2010	Evolu-tion
Yuan Renminbi chinois	CNY	14.31	14.11	1.4%
Yen japonais	JPY	1.06	1.14	-7.9%
Dollar US	USD	97.69	93.15	4.6%
Droits de tirage spéciaux	SDR	152.77	143.60	6.0%
Monnaie européenne	EUR	140.39	123.75	11.9%
Dollar australien	AUD	87.58	94.72	-8.2%

L'impact sur l'actif et le passif financiers du gouvernement d'une appréciation ou dépréciation hypothétique globale de 5% du vatu par rapport à des devises étrangères est illustré dans le tableau ci-après. Une appréciation de 5% du vatu contre chacune des monnaies énumérées ci-dessous, toutes autres variables restant constantes, aurait entraîné une augmentation de l'excédent de l'exercice à hauteur des montants indiqués dans le tableau. Une dépréciation de 5% du vatu aurait vu l'excédent diminuer d'un même montant.

Sensibilité au risque des devises (+/- 5%)		2010 vatu million	2009 vatu million
Yuan Renminbi chinois	CNY	155	129
Yen japonais	JPY	136	129
Dollar US	USD	73	78
Droits de tirage spéciaux AID	SDR	54	61
Monnaie européenne	EUR	42	53
Dollar australien	AUD	23	22

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte au risque qu'une tierce partie faillira à ses obligations contractuelles, entraînant une perte financière pour le gouvernement. Le gouvernement est exposé au risque de crédit du fait de l'encaisse en banque, de débiteurs et d'avances ou de prêts consentis à d'autres entités.

La majorité de l'encaisse détenue par le gouvernement de Vanuatu est en dépôt avec la Banque de Réserve de Vanuatu, avec quelques montants de moindre importance sur des comptes dans diverses banques commerciales de Vanuatu. La Banque de Réserve de Vanuatu a une très bonne cote de crédit et il n'y a guère de risques pour les fonds qu'elle détient.

Le gouvernement a des difficultés à recouvrer les comptes impayés de débiteurs et beaucoup de créances remontent à plusieurs années. La valeur des créances a été régularisée par le biais d'une provision pour créances douteuses, si bien que la valeur indiquée correspond au montant qu'il s'attend à pouvoir récupérer.

Le gouvernement a consenti maintes avances ou prêts, en majorité à des entreprises d'Etat, comme précisé à la Note 10. En règle générale, il n'y a pas de garantie pour ces prêts, mais ils ont été accordés à des entités dans lesquelles le gouvernement détient une participation. Les plus importants de ces prêts sont ceux de 1.268 millions dûs par Air Vanuatu pour l'achat d'appareils Y12 et à des fins d'exploitation. La viabilité financière d'Air Vanuatu est en train d'être examinée, mais pour l'heure,

la compagnie aérienne devrait pouvoir faire face au paiement de ces prêts lorsque ses opérations se seront améliorées.

Il existe un certain nombre d'autres avances, pour des montants moindres, qui sont à l'étude pour voir si elles sont recouvrables, notamment celles consenties à la société Metenesel Estates Ltd., à l'Office de Commercialisation des Produits de Base (OCPB) et à la Société de Radio-diffusion et de Télévision de Vanuatu (SRTV).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de voir le gouvernement rencontrer des difficultés à réunir des fonds liquides pour faire face à ses engagements à leur échéance

Le tableau ci-dessous donne une analyse des obligations financières du gouvernement par groupement d'échéances correspondantes, sur la base du temps restant à courir depuis la date d'arrêté de ces comptes jusqu'à la date de maturité contractuelle. Les montants présentés correspondent à la valeur non actualisée des rentrées nettes de fonds.

au 31 décembre 2010	*Notes*	Valeur comptable	Flux monétaires contractuels	A moins d'1 an	1-2 ans	2-5 ans	A plus de 5 ans
		vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million	vatu million
Passif financier							
Charges à payer et	*13*	1,083	1,083	1,083			
Prestations des employés	*14*	7,051	7,051	1,461	171	1,043	4,376
Emprunts intérieurs		3,285	3,285	300	302	1,488	1,195
Emprunts en monnaie		9,860	9,860	307	356	2,264	6,933
Argent du fonds de développement détenu en fiducie		2,376	2,376	2,020	356	-	-
Autres fonds en fiducie	*15*	694	694	416	139	69	69
Total passif financier		**24,349**	**24,349**	**5,587**	**1,324**	**4,864**	**12,573**

Le gouvernement a connu des problèmes de liquidité en 2010 et a emprunté un montant net de 800 millions de vatu par le biais d'une émission d'obligations sur le marché intérieur pour pouvoir financer le déficit de l'exercice. De plus, un autre montant, de 399 millions, a été emprunté par le biais d'une émission d'obligations sur le marché intérieur pour reconduire des obligations qui arrivaient à échéance en 2010.

Le gouvernement est en mesure de réunir des fonds pour faire face à ses obligations financières par des rentrées de fonds d'exploitation, de nouvelles émissions d'obligations intérieures et le produit d'avoirs financiers arrivant à maturité. Il dispose également d'une facilité de découvert de 400 millions de vatu auprès de la Banque de Réserve de Vanuatu. Cette facilité a servi à faire face aux décaissements d'exploitation durant l'exercice 2010.

Par ailleurs, le gouvernement est en mesure de mettre des fonds à disposition pour des obligations financières en appliquant des politiques de restriction des dépenses et en retardant ou en diminuant les crédits devant être débloqués pour les structures hiérarchiques. Le gouvernement peut aussi accroître les recettes en introduisant des politiques de perception de recettes et de taxes en cas de besoin.

AUTRES ETATS

Comme imposé par la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique

Résumé des affectations par Ministère
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	Affectations							
	Initiales vatu	Complé-mentaires vatu	Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour-centage %
ORGANES CONSTITUTIONNELS								
Président de la République	42,169,407	-	42,169,407	-	42,169,407	41,400,592	768,815	2%
Parlement (Le Secrétaire)	463,555,813	-	463,555,813	-	463,555,813	479,868,311	(16,312,498)	-4%
Magistrature	187,146,609	-	187,146,609	-	187,146,609	186,887,355	259,254	0%
Malvatumauri Conseil National des Chefs	33,963,915	-	33,963,915	-	33,963,915	32,554,983	1,408,932	4%
Bureau du Contrôleur Général des Comptes	33,050,534	-	33,050,534	-	33,050,534	24,712,827	8,337,707	25%
Bureau du Médiateur	52,260,931	-	52,260,931	-	52,260,931	48,974,725	3,286,206	6%
Procureur Général	39,097,082	-	39,097,082	-	39,097,082	36,799,815	2,297,267	6%
Avocat Public	44,864,444	-	44,864,444	-	44,864,444	44,035,436	829,008	2%
Commission de la Fonction Publique	109,608,242	-	109,608,242	-	109,608,242	109,579,849	28,393	0%
Cabinet Juridique de l'Etat	889,186	-	889,186	-	889,186	875,866	13,320	1%
Bureau de la Citoyenneté	85,705,932	-	85,705,932	-	85,705,932	83,435,089	2,270,843	3%
Bureau de la Citoyenneté	4,117,321	-	4,117,321	-	4,117,321	4,006,470	110,851	3%
TOTAL POUR LES ORGANES CONSTITUTIONNELS	**1,096,429,416**	**-**	**1,096,429,416**	**-**	**1,096,429,416**	**1,093,131,318**	**3,298,098**	**0%**
Bureau du Premier Ministre	188,846,817	-	188,846,817	-	188,846,817	190,746,063	(1,899,246)	-1%
Ministère de l'Agriculture, Quarantaine, Sylviculture et Pêches	452,010,345	-	452,010,345	-	452,010,345	447,325,394	4,684,951	1%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	314,809,452	-	314,809,452	-	314,809,452	273,476,467	41,332,985	13%
Ministère de la Promotion des Entreprises Vanuatuanes et des Coopératives	103,344,229	-	103,344,229	-	103,344,229	103,257,814	86,415	0%
Ministère de l'Éducation	3,623,578,157	100,000,000	3,723,578,157	-	3,723,578,157	3,692,345,206	31,232,951	1%
Ministère des Finances et de la Gestion Économique	4,141,567,329	400,000,000	4,541,567,329	-	4,541,567,329	3,585,029,860	956,537,469	21%
Ministère des Affaires Étrangères	309,879,139	-	309,879,139	-	309,879,139	272,776,878	37,102,261	12%
Ministère de la Santé	1,736,457,661	-	1,736,457,661	-	1,736,457,661	1,750,451,526	(13,993,865)	-1%
Ministère de l'Infrastructure et des Entreprises de services publics	1,407,365,090	-	1,407,365,090	-	1,407,365,090	1,406,668,721	696,369	0%
Ministère de l'Intérieur	1,413,185,130	-	1,413,185,130	-	1,413,185,130	1,439,869,213	(26,684,083)	-2%
Ministere de la Justice et de la Sécurité Sociale	241,055,953	60,000,000	301,055,953	-	301,055,953	264,866,040	36,189,913	12%
Ministère des Terres, de la Géologie et des Mines	321,918,963	-	321,918,963	-	321,918,963	308,406,477	13,512,486	4%
Ministère du Développement de la Jeunesse et de la Formation	150,667,580	-	150,667,580	-	150,667,580	143,838,489	6,829,091	5%
TOTAL GOUVERNEMENT DE VANUATU	**15,501,115,261**	**560,000,000**	**16,061,115,261**	**-**	**16,061,115,261**	**14,972,189,466**	**1,088,925,795**	**7%**

Compte des affectations
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

	Activité	Affectations Initiales vatu	Affectations Complé-mentaires vatu	Affectations Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour-centage %
ORGANES CONSTITUTIONNELS									
Président de la République									
Gestion des Affaires du Palais Présidentiel et du Rôle et des Devoirs du Président	CAAA	42,169,407	-	42,169,407	-	42,169,407	41,400,592	768,815	2%
Total pour le Président de la République		**42,169,407**	**-**	**42,169,407**	**-**	**42,169,407**	**41,400,592**	**768,815**	**2%**
Parlement									
Procédure et Affaires Législatives	CBAA	247,860,222	-	247,860,222	-	247,860,222	267,368,785	(19,508,563)	-8%
Sécurité et Protocole	CBAB	3,472,442	-	3,472,442	-	3,472,442	2,630,018	842,424	24%
Relations Interparlementaires	CBAC	8,824,111	-	8,824,111	-	8,824,111	8,721,325	102,786	1%
Bureau du Chef de l'Opposition	CBAD	17,918,560	-	17,918,560	-	17,918,560	23,834,176	(5,915,616)	-33%
Commission du Règlement Intérieur	CBBA	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	3,056,283	667,717	18%
Commission des Privilèges et des Immunités Parlementaires	CBBB	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	1,951,260	1,772,740	48%
Commission des Comptes Publics	CBBC	8,612,051	-	8,612,051	-	8,612,051	8,299,243	312,808	4%
Commission Parlementaire sur les Institutions	CBBD	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	1,411,340	2,312,660	62%
Commission de la Politique Economique	CBBE	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	3,551,382	172,618	5%
Commissiond de la Politique Sociale	CBBF	3,724,000	-	3,724,000	-	3,724,000	2,191,004	1,532,996	41%
Procès-verbaux	CBCA	8,097,480	-	8,097,480	-	8,097,480	7,252,554	844,926	10%
Bibliothèque et Archives	CBCB	3,636,378	-	3,636,378	-	3,636,378	3,935,703	(299,325)	-8%
Gestion financière	CBDA	2,844,462	-	2,844,462	-	2,844,462	3,188,724	(344,262)	-12%
Administration du Personnel et Entretien	CBDB	26,670,107	-	26,670,107	-	26,670,107	26,978,379	(308,272)	-1%
Allocations Parlementaires	CBDC	117,000,000	-	117,000,000	-	117,000,000	115,498,135	1,501,865	1%
Total pour le Parlement		**463,555,813**	**-**	**463,555,813**	**-**	**463,555,813**	**479,868,311**	**(16,312,498)**	**-4%**
Services Judiciaires									
Services Généraux	CIAA	25,490,636	-	25,490,636	287,787	25,778,423	25,794,153	(15,730)	0%
Cour d'Appel	CIAB	16,106,755	-	16,106,755	-	16,106,755	16,106,524	231	0%
Cour Suprême	CIAC	66,880,544	-	66,880,544	(1,947,067)	64,933,477	64,243,697	689,780	1%
Tribunaux de première instance	CIAD	36,618,994	-	36,618,994	(140,000)	36,478,994	36,443,650	35,344	0%
Tribunaux d'île	CIAE	24,723,224	-	24,723,224	-	24,723,224	25,092,853	(369,629)	-1%
Tribunaux fonciers	CIAF	7,415,000	-	7,415,000	-	7,415,000	7,415,000	-	0%
Exécution	CIAG	4,635,446	-	4,635,446	1,799,280	6,434,726	6,515,468	(80,742)	-1%
Formation et Développement	CIAH	5,276,010	-	5,276,010	-	5,276,010	5,276,010	-	0%
Total pour les Services Judiciaires		**187,146,609**	**-**	**187,146,609**	**-**	**187,146,609**	**186,887,355**	**259,254**	**0%**

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations Initiales vatu	Complé-mentaires vatu	Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour-centage %
Malvatumauri									
Administration du Conseil National des Chefs	CDA1	19,784,388	-	19,784,388	-	19,784,388	17,442,695	2,341,693	12%
Fonds pour les 14 Conseils Insulaires des Chefs	CDA2	3,870,000	-	3,870,000	-	3,870,000	2,100,000	1,770,000	46%
Allocation des membres du Malvatumauri	CDA3	10,309,527	-	10,309,527	-	10,309,527	13,012,288	(2,702,761)	-26%
Total pour le Malvatumauri		**33,963,915**	**-**	**33,963,915**	**-**	**33,963,915**	**32,554,983**	**1,408,932**	**4%**
Bureau du Contrôleur général des Comptes									
Planification, Orientation et Normes	CEAA	7,707,517	-	7,707,517	(380,000)	7,327,517	6,785,696	541,821	7%
Opérations de vérification	CEAB	17,817,032	-	17,817,032	380,000	18,197,032	10,683,194	7,513,838	41%
Services administratifs	CEAC	7,525,985	-	7,525,985	-	7,525,985	7,243,937	282,048	4%
Total pour le Bureau du Contrôleur Général des Comptes		**33,050,534**	**-**	**33,050,534**	**-**	**33,050,534**	**24,712,827**	**8,337,707**	**25%**
Bureau du Médiateur									
Planification, Gestion et Investigations	CCAA	52,260,931	-	52,260,931	-	52,260,931	48,974,725	3,286,206	6%
Total pour le Bureau du Médiateur		**52,260,931**	**-**	**52,260,931**	**-**	**52,260,931**	**48,974,725**	**3,286,206**	**6%**
Procureur Général									
Planification et Gestion	CGAA	7,502,904	-	7,502,904	300,000	7,802,904	7,685,812	117,092	2%
Introduction de poursuites criminelles	CGAB	25,094,654	-	25,094,654	1,783,796	26,878,450	25,541,384	1,337,066	5%
Services Généraux	CGAC	6,499,524	-	6,499,524	(2,083,796)	4,415,728	3,572,619	843,109	19%
Total pour le Procureur Général		**39,097,082**	**-**	**39,097,082**	**-**	**39,097,082**	**36,799,815**	**2,297,267**	**6%**
Avocat Public									
Représentation	CHAA	44,864,444	-	44,864,444	-	44,864,444	44,035,436	829,008	2%
Total pour l'Avocat Public		**44,864,444**	**-**	**44,864,444**	**-**	**44,864,444**	**44,035,436**	**829,008**	**2%**
Commission de la Fonction Publique									
Services Administratifs	CJAA	58,326,960	-	58,326,960	-	58,326,960	57,213,309	1,113,651	2%
Gestion des Ressources Humaines	CJAB	14,806,128	-	14,806,128	-	14,806,128	15,138,706	(332,578)	-2%
Unité de Perfectionnement	CJAC	7,695,993	-	7,695,993	-	7,695,993	9,892,635	(2,196,642)	-29%
Développement des ressources humaines	CJAD	22,845,427	-	22,845,427	-	22,845,427	21,553,706	1,291,721	6%
Section Juridique de la Fonction Publique	CJAE	5,933,734	-	5,933,734	-	5,933,734	5,781,493	152,241	3%
Total pour la Commission de la Fonction Publique		**109,608,242**	**-**	**109,608,242**	**-**	**109,608,242**	**109,579,849**	**28,393**	**0%**

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations Initiales vatu	Complé-mentaires vatu	Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour-centage %
Commission de la Magistrature									
Prise de décision	CLAA	344,000	-	344,000	-	344,000	344,000	-	0%
Services d'encadrement administratif	CLAB	545,186	-	545,186	-	545,186	531,866	13,320	2%
Total pour la Commission de la Magistrature		**889,186**	**-**	**889,186**	**-**	**889,186**	**875,866**	**13,320**	**1%**
Cabinet Juridique de l'Etat									
Fourniture de Conseils et de Services Juridiques	CFAA	85,705,932	-	85,705,932	-	85,705,932	83,435,089	2,270,843	3%
Total pour le Cabinet Juridique de l'Etat		**85,705,932**	**-**	**85,705,932**	**-**	**85,705,932**	**83,435,089**	**2,270,843**	**3%**
Bureau de la Citoyenneté									
Commission de la Citoyenneté	CKAA	4,117,321	-	4,117,321	-	4,117,321	4,006,470	110,851	3%
Total pour le Bureau de la Citoyenneté		**4,117,321**	**-**	**4,117,321**	**-**	**4,117,321**	**4,006,470**	**110,851**	**3%**
TOTAL POUR LES ORGANES CONSTITUTIONNELS		**1,096,429,416**	**-**	**1,096,429,416**	**-**	**1,096,429,416**	**1,093,131,318**	**3,298,098**	**0%**
BUREAU DU PREMIER MINISTRE									
Direction Stratégique	MCBA	55,341,599	-	55,341,599	-	55,341,599	54,473,937	867,662	2%
Administration et Coordination des Programmes du Gouvernement	MPAA	77,419,526	-	77,419,526	5,600,000	83,019,526	87,887,316	(4,867,790)	-6%
Services Généraux	MPBA	21,885,692	-	21,885,692	-	21,885,692	22,437,978	(552,286)	-3%
Services Linguistiques	MPCA	29,500,000	-	29,500,000	(5,600,000)	23,900,000	22,273,939	1,626,061	7%
Conseil de révision des traitements de l'État	MPDE	4,700,000	-	4,700,000	-	4,700,000	3,672,893	1,027,107	22%
TOTAL POUR LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE		**188,846,817**	**-**	**188,846,817**	**-**	**188,846,817**	**190,746,063**	**(1,899,246)**	**-1%**
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHES									
Gestion du Portefeuille	MAAA	38,205,074	-	38,205,074	-	38,205,074	40,169,841	(1,964,767)	-5%
Direction Générale et Services Généraux du Ministère	MABA	12,960,201	-	12,960,201	-	12,960,201	12,923,702	36,499	0%
Produits de base	MACA	56,270,208	-	56,270,208	-	56,270,208	55,853,922	416,286	1%
Production alimentaire	MACB	25,436,170	-	25,436,170	(1,473,201)	23,962,969	23,798,134	164,835	1%
Information	MACC	7,845,023	-	7,845,023	(534,071)	7,310,952	7,290,712	20,240	0%
Orientation et administration	MACD	26,597,672	-	26,597,672	2,007,272	28,604,944	27,799,967	804,977	3%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations Initiales vatu	Complé-mentaires vatu	Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour-centage %
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHES									
Administration de la Biosécurité	MADA	29,206,082	-	29,206,082	2,085,943	31,292,025	30,358,617	933,408	3%
Contrat Vétérinaire	MADB	25,000,000	-	25,000,000	(11,085,943)	13,914,057	13,532,413	381,644	3%
Opérations de la Biosécurité du sud	MADC	24,702,683	-	24,702,683	7,500,000	32,202,683	31,994,777	207,906	1%
Opérations de la Biosécurité du Nord	MADD	17,040,372	-	17,040,372	1,500,000	18,540,372	17,883,315	657,057	4%
Production animale	MADE	22,199,648	-	22,199,648	-	22,199,648	21,551,300	648,348	3%
Services phytosanitaires	MADG	7,735,842	-	7,735,842	-	7,735,842	8,599,284	(863,442)	-11%
Recherche et production	MAEA	55,287,009	-	55,287,009	2,700,000	57,987,009	57,975,507	11,502	0%
Gestion des Ressources	MAEB	23,782,744	-	23,782,744	(2,700,000)	21,082,744	20,197,998	884,746	4%
Administration	MAEC	18,639,130	-	18,639,130	-	18,639,130	18,422,090	217,040	1%
Sylviculture	MAFA	61,102,487	-	61,102,487	-	61,102,487	58,973,815	2,128,672	3%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE, QUARANTAINE, SYLVICULTURE ET PECHES		**452,010,345**	**-**	**452,010,345**	**-**	**452,010,345**	**447,325,394**	**4,684,951**	**1%**
MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME									
Coordination du Portefeuille	MTAA	46,556,455	-	46,556,455	-	46,556,455	48,787,543	(2,231,088)	-5%
Direction Générale	MTBA	132,190,150	-	132,190,150	-	132,190,150	93,644,184	38,545,966	29%
Industrie et Commerce	MTCA	44,971,799	-	44,971,799	(5,171,348)	39,800,451	41,211,323	(1,410,872)	-4%
Commerce et Marketing	MTCC	5,822,957	-	5,822,957	5,171,348	10,994,305	9,703,763	1,290,542	12%
Promotion des Investissements	MTEA	38,668,264	-	38,668,264	-	38,668,264	37,502,226	1,166,038	3%
Développement du Tourisme	MTFB	22,421,760	-	22,421,760	210,956	22,632,716	21,397,193	1,235,523	5%
Normes pour le tourisme	MTFC	4,159,365	-	4,159,365	(210,956)	3,948,409	2,479,873	1,468,536	37%
Développement du tourisme dans les provinces	MTFD	20,018,702	-	20,018,702	-	20,018,702	18,750,362	1,268,340	6%
TOTAL MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME		**314,809,452**	**-**	**314,809,452**	**-**	**314,809,452**	**273,476,467**	**41,332,985**	**13%**
MINISTERE DE LA PROMOTION DES ENTREPRISES VANUATUANES ET DES COOPERATIVES									
Coordination du Portefeuille	MVAA	41,101,685	-	41,101,685	-	41,101,685	41,123,967	(22,282)	0%
Développement des Coopératives	MVBA	62,242,544	-	62,242,544	-	62,242,544	62,133,847	108,697	0%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE LA PROMOTION DES ENTREPRISES VANUATUANES ET DES COOPERATIVES		**103,344,229**	**-**	**103,344,229**	**-**	**103,344,229**	**103,257,814**	**86,415**	**0%**

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations Initiales vatu	Complé-mentaires vatu	Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour-centage %
MINISTERE DE L'EDUCATION									
Cabinet Ministériel	MEAA	40,950,389	-	40,950,389	-	40,950,389	41,212,891	(262,502)	-1%
Bureau du Directeur Général	MEBA	297,204,587	-	297,204,587	(1,858,000)	295,346,587	271,579,863	23,766,724	8%
Bureau du Directeur des services organisationnels	MEBB	92,588,315	-	92,588,315	13,736,000	106,324,315	96,745,283	9,579,032	9%
Administration des services de soutien aux écoles	MECA	258,885,404	-	258,885,404	(104,278,000)	154,607,404	147,450,734	7,156,670	5%
Écoles Secondaires	MECB	994,360,921	50,882,698	1,045,243,619	(3,700,000)	1,041,543,619	1,029,621,695	11,921,924	1%
Écoles Primaires	MECC	1,594,235,132	49,117,302	1,643,352,434	96,100,000	1,739,452,434	1,773,914,524	(34,462,090)	-2%
Écoles post secondaires	MECD	187,217,781	-	187,217,781	-	187,217,781	173,696,115	13,521,666	7%
Commission du Corps Enseignant	MEFB	158,135,628	-	158,135,628	-	158,135,628	158,124,101	11,527	0%
TOTAL MINISTERE DE L'EDUCATION		**3,623,578,157**	**100,000,000**	**3,723,578,157**	**-**	**3,723,578,157**	**3,692,345,206**	**31,232,951**	**1%**
MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE									
Gestion du Portefeuille	MFAA	39,152,389	-	39,152,389	-	39,152,389	40,096,468	(944,079)	-2%
Direction du Ministère et Vérification Interne	MFBA	53,914,492	-	53,914,492	(1,000,000)	52,914,492	46,132,252	6,782,240	13%
Services Organisationnels	MFBB	162,087,826	-	162,087,826	3,743,000	165,830,826	162,941,878	2,888,948	2%
Services Informatiques	MFBC	151,620,152	-	151,620,152	(1,650,000)	149,970,152	149,916,441	53,711	0%
Développement de la Politique Économique	MFCA	33,802,141	-	33,802,141	(1,600,000)	32,202,141	7,730,166	24,471,975	76%
Coordination des Politiques Sectorielles	MFCB	36,655,735	-	36,655,735	1,600,000	38,255,735	31,803,430	6,452,305	17%
Services Financiers Publics	MFCC	437,651,235	-	437,651,235	-	437,651,235	210,924,598	226,726,637	52%
Collecte, Analyse et Rapports de Statistiques Nationales	MFDA	33,447,810	-	33,447,810	-	33,447,810	34,355,444	(907,634)	-3%
Bureaux Provinciaux de la Statistique	MFDB	15,665,875	-	15,665,875	7,000,000	22,665,875	20,840,382	1,825,493	8%
Provisions pour la Dette Publique	MFEA	1,440,551,995	-	1,440,551,995	-	1,440,551,995	1,029,682,659	410,869,336	29%
Paiements centralisés	MFEC	804,498,000	-	804,498,000	-	804,498,000	588,926,107	215,571,893	27%
Paiements aux anciens dirigeants	MFED	5,000,000	-	5,000,000	-	5,000,000	4,663,790	336,210	7%
Avance à Air Vanuatu	MFEJ	-	400,000,000	400,000,000	-	400,000,000	400,000,000	-	0%
Perception des Droits de Douane et d'Accise	MFFA	83,439,031	-	83,439,031	(4,858,170)	78,580,861	77,732,185	848,676	1%
Perception de la TVA	MFFB	78,994,636	-	78,994,636	(5,300,000)	73,694,636	73,373,123	321,513	0%
Perception des taxes et contributions indirectes	MFFC	30,680,487	-	30,680,487	(2,450,000)	28,230,487	27,953,281	277,206	1%
Police des Frontières	MFGA	40,684,651	-	40,684,651	6,865,170	47,549,821	47,670,731	(120,910)	0%
Enquêtes et services juridiques	MFGB	13,166,362	-	13,166,362	(2,350,000)	10,816,362	10,654,764	161,598	1%

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations Initiales vatu	Affectations Complé-mentaires vatu	Affectations Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour-centage %
MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE (suite)									
Office du Tourisme de Vanuatu	MFIA	139,989,780	-	139,989,780	-	139,989,780	139,988,370	1,410	0%
Centre de recherche et de formation en agronomie de Vanuatu	MFIB	35,692,438	-	35,692,438	-	35,692,438	35,692,438	-	0%
Société de Radio et Télévision de Vanuatu	MFIC	45,193,317	-	45,193,317	-	45,193,317	45,193,316	1	0%
Centre culturel de Vanuatu	MFID	24,251,505	-	24,251,505	-	24,251,505	24,251,505	-	0%
Chambre de Commerce et de l'Industrie	MFIE	25,000,000	-	25,000,000	-	25,000,000	25,000,000	-	0%
Subvention à UPS & SPBCA	MFIF	146,200,000	-	146,200,000	-	146,200,000	96,067,625	50,132,375	34%
Administration des Affaires Maritimes de Vanuatu	MFIG	40,171,837	-	40,171,837	-	40,171,837	29,383,271	10,788,566	27%
Collège Maritime de Vanuatu	MFIH	41,255,243	-	41,255,243	-	41,255,243	41,255,244	(1)	0%
College Agricole de Vanuatu	MFIJ	82,800,392	-	82,800,392	-	82,800,392	82,800,392	-	0%
Banque de développement pour l'Agriculture	MFIK	100,000,000	-	100,000,000	-	100,000,000	100,000,000	-	0%
TOTAL MINISTERE DES FINANCES ET DE LA GESTION ECONOMIQUE		**4,141,567,329**	**400,000,000**	**4,541,567,329**	**-**	**4,541,567,329**	**3,585,029,860**	**956,537,469**	**21%**
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES									
Coordination du Portefeuille	MOAA	58,731,492	-	58,731,492	-	58,731,492	49,573,198	9,158,294	16%
Opérations du Département des Affaires Étrangères	MOBA	251,147,647	-	251,147,647	-	251,147,647	223,203,680	27,943,967	11%
TOTAL MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES		**309,879,139**	**-**	**309,879,139**	**-**	**309,879,139**	**272,776,878**	**37,102,261**	**12%**
MINISTERE DE LA SANTE									
Gestion du portefeuille	MHAA	47,896,507	-	47,896,507	-	47,896,507	46,201,500	1,695,007	4%
Direction du Ministère	MHBA	11,289,656	-	11,289,656	-	11,289,656	10,871,361	418,295	4%
Services Généraux	MHBB	439,786,982	-	439,786,982	(15,000,000)	424,786,982	411,386,071	13,400,911	3%
Services Hospitaliers	MHCA	735,745,675	-	735,745,675	17,862,459	753,608,134	787,589,973	(33,981,839)	-5%
Services de Santé Communautaires	MHCB	320,272,680	-	320,272,680	(2,862,459)	317,410,221	316,163,173	1,247,048	0%
Services de santé et d'hygiène publiques	MHCC	57,966,161	-	57,966,161	-	57,966,161	53,477,040	4,489,121	8%
Approvisionnements médicaux	MHCD	123,500,000	-	123,500,000	-	123,500,000	124,762,408	(1,262,408)	-1%
TOTAL MINISTERE DE LA SANTE		**1,736,457,661**	**-**	**1,736,457,661**	**-**	**1,736,457,661**	**1,750,451,526**	**(13,993,865)**	**-1%**

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations Initiales vatu	Complé-mentaires vatu	Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour-centage %
MINISTERE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES ENTREPRISES DE SERVICES PUBLICS									
Gestion du Portefeuille	MUAA	39,097,449	-	39,097,449	-	39,097,449	36,356,685	2,740,764	7%
Directeur Général et Services Généraux	MUBA	69,712,218	-	69,712,218	-	69,712,218	66,831,745	2,880,473	4%
Encadrement administratif et gestion de l'Aviation civile	MUCA	46,774,451	-	46,774,451	-	46,774,451	42,666,326	4,108,125	9%
Prévisions, Surveillance et Recherche Météorologiques	MUDA	139,221,127	-	139,221,127	(20,000,000)	119,221,127	116,894,299	2,326,828	2%
Administration des Ports	MUEA	109,929,427	-	109,929,427	-	109,929,427	108,337,488	1,591,939	1%
Développement et Entretien des Infrastructures Publiques	MUFA	449,871,918	-	449,871,918	20,000,000	469,871,918	468,122,145	1,749,773	0%
Projets de mise à niveau des aéroports	MUFB	42,758,500	-	42,758,500	-	42,758,500	42,758,500	-	0%
Contribution du Gouvernement aux Projets d'Infrastructure	MUFC	510,000,000	-	510,000,000	-	510,000,000	524,701,533	(14,701,533)	-3%
TOTAL MINISTERE DE L'INFRASTRUCTURE ET DES ENTREPRISES DE SERVICES PUBLICS		**1,407,365,090**	**-**	**1,407,365,090**	**-**	**1,407,365,090**	**1,406,668,721**	**696,369**	**0%**
MINISTERE DE L'INTERIEUR									
Gestion du Portefeuille	MIAA	57,748,317	-	57,748,317	(707,886)	57,040,431	56,162,403	878,028	2%
Services Généraux	MIAB	57,327,702	-	57,327,702	2,174,677	59,502,379	59,028,675	473,704	1%
Célébration de l'Indépendance	MIAD	10,000,000	-	10,000,000	-	10,000,000	10,400,000	(400,000)	-4%
Subventions aux Provinces	MICA	224,751,060	-	224,751,060	(1,000,000)	223,751,060	223,690,298	60,762	0%
Subventions aux Municipalités	MICB	17,420,924	-	17,420,924	(3,700,000)	13,720,924	12,752,621	968,303	7%
Administration des Services Régionaux	MICC	66,205,957	-	66,205,957	(2,150,000)	64,055,957	61,597,608	2,458,349	4%
Commandement mixte	MIDA	278,157,424	-	278,157,424	(2,329,013)	275,828,411	285,140,968	(9,312,557)	-3%
Police région Nord	MIDB	67,824,799	-	67,824,799	-	67,824,799	76,516,431	(8,691,632)	-13%
Police région Centre	MIDC	34,691,513	-	34,691,513	-	34,691,513	31,306,981	3,384,532	10%
Police région Sud	MIDD	149,521,587	-	149,521,587	-	149,521,587	153,893,125	(4,371,538)	-3%
Garde Mobile de Vanuatu	MIDE	192,772,713	-	192,772,713	-	192,772,713	206,380,171	(13,607,458)	-7%
Surveillance Maritime	MIDF	36,157,964	-	36,157,964	1,839,463	37,997,427	34,112,393	3,885,034	10%
Police des Frontières	MIDG	64,939,641	-	64,939,641	(3,902,933)	61,036,708	62,191,831	(1,155,123)	-2%
Délivrance de passeports	MIDH	15,413,386	-	15,413,386	18,800,000	34,213,386	32,288,324	1,925,062	6%
Règlement du Travail	MIEA	58,093,510	-	58,093,510	(5,600,000)	52,493,510	52,168,473	325,037	1%
Bureau des Élections	MIEB	33,672,164	-	33,672,164	2,256,608	35,928,772	38,271,946	(2,343,174)	-7%
Registre Civil et Archives Nationales	MIED	9,764,757	-	9,764,757	2,400,000	12,164,757	12,133,878	30,879	0%
Gestion des catastrophes	MIEF	32,867,584	-	32,867,584	(7,722,714)	25,144,870	26,125,269	(980,399)	-4%
Commission du Corps de Police	MIGA	5,854,128	-	5,854,128	(358,202)	5,495,926	5,707,818	(211,892)	-4%
TOTAL MINISTERE DE L'INTERIEUR		**1,413,185,130**	**-**	**1,413,185,130**	**-**	**1,413,185,130**	**1,439,869,213**	**(26,684,083)**	**-2%**

Compte des affectations (suite)

	Activity	Appropriations Original vatu	Supple-mentary vatu	Final vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Actual Expenditure vatu	Under/ (Over) vatu	Percen-tage %
MINISTERE DES TERRES, DE LA GEOLOGIE ET DES MINES									
Coordination du Portefeuille	MLAA	38,433,705	-	38,433,705	-	38,433,705	38,920,828	(487,123)	-1%
Direction Générale	MLBA	16,164,153	-	16,164,153	(450,000)	15,714,153	14,881,605	832,548	5%
Services Généraux	MLBB	60,703,033	-	60,703,033	(246,882)	60,456,151	58,872,605	1,583,546	3%
Gestion des énergies et Évaluation	MLCA	9,611,058	-	9,611,058	-	9,611,058	9,283,554	327,504	3%
Mines et Minerais	MLCB	9,168,924	-	9,168,924	-	9,168,924	7,886,340	1,282,584	14%
Services de Gestion de l'Environnement, Recherche et Vulgarisation	MLDA	18,971,905	-	18,971,905	(100,000)	18,871,905	18,388,011	483,894	3%
Service Topographique	MLEA	33,500,005	-	33,500,005	(29,365)	33,470,640	31,783,909	1,686,731	5%
Aménagement des Terres	MLEB	20,853,635	-	20,853,635	(1,530,000)	19,323,635	15,334,826	3,988,809	21%
Gestion des Baux	MLEC	41,135,312	-	41,135,312	(450,000)	40,685,312	37,782,841	2,902,471	7%
Enregistrement des terres coutumières	MLED	5,923,675	-	5,923,675	1,130,000	7,053,675	7,141,651	(87,976)	-1%
Mines et Minerais	MLFA	9,851,500	-	9,851,500	-	9,851,500	9,832,423	19,077	0%
Recherche Géologique	MLFB	10,243,519	-	10,243,519	1,439,247	11,682,766	11,858,446	(175,680)	-2%
Hydraulique rurale	MLGA	18,879,944	-	18,879,944	(63,000)	18,816,944	18,802,559	14,385	0%
Gestion des Ressources hydriques	MLGB	12,709,688	-	12,709,688	300,000	13,009,688	11,895,971	1,113,717	9%
Bureau de l'Évaluateur Général	MLHA	15,768,907	-	15,768,907	-	15,768,907	15,740,908	27,999	0%
TOTAL MINISTERE DES TERRES, DE LA GEOLOGIE ET DES MINES		**321,918,963**	**-**	**321,918,963**	**-**	**321,918,963**	**308,406,477**	**13,512,486**	**4%**
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE ET DE LA FORMATION									
Services d'encadrement du cabinet	MYAA	38,233,044	-	38,233,044	-	38,233,044	40,307,626	(2,074,582)	-5%
Direction générale et service d'encadrement	MYBA	57,843,836	-	57,843,836	-	57,843,836	49,890,150	7,953,686	14%
Contribution aux sports et au developpement des jeunes	MYBB	29,131,398	-	29,131,398	-	29,131,398	29,111,921	19,477	0%
EFTP et marché de l'emploi	MYCA	25,459,302	-	25,459,302	-	25,459,302	24,528,792	930,510	4%
TOTAL MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE ET DE LA FORMATION		**150,667,580**	**-**	**150,667,580**	**-**	**150,667,580**	**143,838,489**	**6,829,091**	**5%**

Compte des affectations (suite)

	Activité	Affectations Initiales vatu	Complé-mentaires vatu	Définitives vatu	Budget Virements vatu	Final Budget vatu	Dépenses réelles vatu	En moins / (Dépassement) vatu	Pour-centage %
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES									
Gestion du Portefeuille	MJAA	42,947,579	-	42,947,579	4,104,814	47,052,393	45,932,698	1,119,695	2%
Services Généraux	MJAB	38,951,110	-	38,951,110	-	38,951,110	29,710,578	9,240,532	24%
Services Généraux	MJBA	38,683,059	-	38,683,059	(4,104,814)	34,578,245	25,560,227	9,018,018	26%
Services Correctionnels	MJCA	120,474,205	60,000,000	180,474,205	-	180,474,205	163,662,537	16,811,668	9%
TOTAL POUR LE MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES		**241,055,953**	**60,000,000**	**301,055,953**	**-**	**301,055,953**	**264,866,040**	**36,189,913**	**12%**
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DE VANUATU		**15,501,115,261**	**560,000,000**	**16,061,115,261**	**-**	**16,061,115,261**	**14,972,189,466**	**1,088,925,795**	**7%**

Etat des dépenses non autorisées
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

La Loi de Finances annuelle est l'instrument qui autorise des dépenses par programmes et activités pour chaque instance du gouvernement. Des dépenses supplémentaires pour des programmes et des activités peuvent en outre être autorisées par l'adoption de Lois de finances complémentaires.

Les virements de crédits entre administrations publiques sont interdits par la Loi relative aux Finances publiques et la Gestion économique, excepté en cas d'autorisation par une Loi de finances complémentaires. Par contre, le chef d'une administration publique peut virer un montant qui a été affecté à une activité de l'administration au cours d'un exercice ("l'activité perdante") à une autre activité de cette administration publique au cours du même exercice, à condition que le virement ne risque pas de nuire à l'activité perdante.

Le compte détaillé des affectations comprend de nombreuses activités qui sont en dépassement, alors que la somme totale des dépenses de l'ensemble de l'administration publique reste inférieure à la ligne budgétaire. Comme les administrations publiques ont la faculté de virer des crédits d'un programme ou d'une activité à l'autre, l'état des dépenses non autorisées reflète la situation à l'échelon des administrations publiques plutôt qu'à l'échelon des activités ou programmes.

Les administrations publiques suivantes ont dépassé leur ligne budgétaire au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2012 :

	Budget définitif vatu	Dépenses réelles vatu	Montants non autorisés vatu	Pour-centage %
Parlement (Le Secrétaire)	463,555,813	479,868,311	(16,312,498)	-4%
Bureau du Premier Ministre	188,846,817	190,746,063	(1,899,246)	-1%
Ministère de la Santé	1,736,457,661	1,750,451,526	(13,993,865)	-1%
Ministère de l'Intérieur	1,413,185,130	1,439,869,213	(26,684,083)	-2%
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DE VANUATU	**3,802,045,421**	**3,860,935,113**	**58,889,692**	**2%**

Rapprochement du compte des affectations budgétaires et du solde d'exploitation du Fonds de fonctionnement
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

Les affectations budgétaires pour les dépenses de fonctionnement sont fondées sur une comptabilité de caisse modifiée qui inclut quelques postes en capital qui figurent au bilan et exclut quelques postes de régularisation qui figurent au compte des résultats. Le compte des affectations comprend les postes suivants pris dans le compte des résultats pour le Fonds de fonctionnement, comme indiqué dans l'état des secteurs, à savoir :

- Frais de personnel
- Frais d'exploitation
- Subventions et virements
- Coûts financiers

Il ne comprend pas les postes suivants du compte des résultats :

- Amortissement d'éléments d'actif
- Excédent/(Déficit) net, moins les répartitions, attribuable aux entreprises d'Etat
- Eléments passés en charges
- Remboursements de la TVA payée sur l'achat de biens ou de services

Il comprend par ailleurs les postes suivants du bilan :

- Remboursements de principal pour des prêts
- Achat d'immobilisations
- Nouvelles avances ou apports en capital à des entreprises d'Etat
- Nouveaux investissements

La ligne des dépenses totales telle qu'elle apparaît dans l'état des affectations budgétaires peut être rapprochée du compte des résultats du Fonds de fonctionnement, comme illustré dans le tableau suivant :

	2010 vatu million	2009 vatu million
Dépenses selon l'état des affectations	**14,972**	**13,906**
Ajouter : Charges non comprises dans les affectations		
Amortissement de biens	489	514
Evolution des congés constatée par régularisation	(26)	388
Provision pour indemnités de départ constatées	92	-
Remboursement de la TVA sur dépenses	(333)	(271)
Imputation de créances irrécouvrables au compte	267	-
Charges d'intérêts constatées par régularisation	31	(13)
Charges d'exploitation constatées par	17	13
Total des charges constatées par régularisation	**537**	**631**
Moins : Dépenses en capital non incluses dans le compte des résultats		
Remboursements de principal sur prêts	(697)	(1,066)
Achat d'actif inscrit au bilan	(443)	(245)
Avances complémentaires ou apports en capital à des EE figurant au bilan	(500)	(100)
Total des dépenses en capital non incluses	**(1,640)**	**(1,411)**
Dépenses selon le compte des résultats	**13,869**	**13,126**

Analyse des transferts et virements de crédits budgétaires
(pour l'exercice clos au 31 décembre 2010)

Le paragraphe 34B.1) de la Loi relative aux Finances publiques et à la Gestion économique permet au responsable d'une administration publique de "transférer un montant, ou une partie d'un montant, qui a été affecté à une activité de l'agence pour un exercice à une autre activité de l'agence au cours du même exercice". Ce mouvement de crédits budgétaires s'appelle un virement.

De plus, des administrations peuvent effectuer des redressements budgétaires sur un montant affecté au cours de l'exercice. Ce peut être de passer des crédits d'un centre de coûts à un autre dans le cadre de la même activité ou d'une catégorie de dépenses à une autre au sein du même centre de coûts. Ce mouvement de crédits sur une ligne budgétaire s'appelle un transfert interne.

En vue de s'appuyer sur les avancées réalisées en termes d'exécution budgétaire au Vanuatu au cours des dernières années, et de renforcer l'harmonisation entre le budget et les décisions de principe gouvernementales, l'Union Européenne a décidé d'employer des virements comme un indicateur de soutien budgétaire en général. Cet indicateur vise également à encourager le MFGE à veiller à maintenir une discipline fiscale et une crédibilité budgétaire en limitant les réaffectations.

Le montant total des transferts et virements au cours de l'exercice est indiqué dans le tableau ci-dessous :

	2010 vatu million	2009 vatu million
Virements et transferts		
Transferts internes	145	397
Virements	159	361
Total Virements et Transferts	**304**	**758**
Virements exprimés en pourcentage du budget de fonctionnement		
Budget de fonctionnement	**14,590**	**12,552**
Transferts internes en % du budget de fonctionnem	0.99%	3.16%
Virements en % du budget de fonctionnement	1.09%	2.88%
Virements & transferts en % du budget de fonctionnement	**2.08%**	**6.04%**
Virements exprimés en pourcentage des dépenses de fonctionnement		
Dépenses de fonctionnement	**13,487**	**12,431**
Transferts internes en % des dépenses de fonctionnement	1.08%	3.19%
Virements en % des dépenses de fonctionnement	1.18%	2.90%
Virements & transferts en % des dépenses de fonctionnement	**2.25%**	**6.10%**

Le montant inclu pour le budget de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement est basé sur l'affectation pour l'exercice, moins les remboursements de principal sur des prêts et la TVA telle que calculée par le Service des Finances et du Trésor.